

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1155

16 mai 2013

SOMMAIRE

AH Courtage en Assurances	55402	LFP Holding S.A.	55397
August Lux Holding Company	55440	LFP Holding S.A.	55397
Aztec Financial Services (Luxembourg)		Lux Digital S.à r.l.	55398
S.A.	55439	LUX-Hâm S.à r.l.	55398
Coveco Constructions S.à r.l.	55431	Maverik Investments S.A.	55396
Cove Entreprise Générale de Construction		MB Invest S.A.	55396
S. à r.l.	55431	Mercièrre	55395
DD Turkey Holdings S.à r.l.	55432	Pinnacle Holdco S.à r.l.	55399
Eastbridge S.à r.l.	55400	Preform S.à r.l.	55395
Eco House Concept S.à r.l.	55434	ProLogis European Finance XII S.à r.l.	55395
Elikonos JEREMIE GP	55436	Pro Sport S.A.	55395
Elikonos JEREMIE S.C.A. SICAR	55437	Renaissance Finance S.A.	55394
FirstRing S.A.	55422	Rhombus Holdco S.à r.l.	55394
Forteam Investments S.à r.l.	55402	Rushmore Development S.A.	55398
Graser & Herr Courtiers s.à r.l.	55402	SCHOSSELER Bernadette Agence, S.à r.l.	
Groupe J.M. Restauration et Catering S.à			55394
r.l.	55439	Schroder International Selection Fund ...	55394
Halysa S.A.	55396	Schroder Special Situations Fund	55394
Immobilière Annette Menster S.à r.l.	55396	SCI Immo 5	55399
ING Belgium International Finance S.A.		SGBT European Citius Investments S.A.	
.....	55396		55394
Jaws Investments S.A.	55396	Sodexo Pass S.A.	55395
KION Finance S.A.	55398	Solera	55395
Kneip Management S.A.	55397	The Production Office S.à r.l.	55399
Kneip Management S.A.	55397	Villa des Sables S.A.	55399
Lagfin S.A.	55397		
Laken S.A.	55397		

SCHOSSELER Bernadette Agence, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7391 Blaschette, 7, rue de Fischbach.

R.C.S. Luxembourg B 107.726.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013044662/9.

(130054086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

Schroder International Selection Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 8.202.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013044663/9.

(130054125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

Renaissance Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 148.870.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013044645/9.

(130054044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

Rhombus Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 166.248.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013044640/9.

(130054419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

Schroder Special Situations Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 58.066.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013044664/9.

(130054124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

SGBT European Citius Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 105.772.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013044666/9.

(130054235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

Sodexo Pass S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 39, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 31.382.

Les comptes annuels au 31 août 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013044679/9.

(130054536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

Solera, Société Anonyme.

Siège social: L-2128 Luxembourg, 26, rue Marie-Adélaïde.

R.C.S. Luxembourg B 102.310.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013044680/9.

(130054011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

Pro Sport S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 5, Zone d'Activités Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 81.155.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013044630/9.

(130054454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

ProLogis European Finance XII S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 132.406.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013044631/9.

(130054310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

Preform S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6910 Roodt-sur-Syre, 6, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 34.020.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013044628/9.

(130054467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

Mercière, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 101.732.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013044559/9.

(130053918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

Maverik Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 170.794.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013044546/9.

(130053927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

MB Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 82.329.

Les comptes annuels au 30-06-2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013044550/9.

(130054146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

Halysa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 90.777.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013044448/9.

(130054274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

Immobilière Annette Menster S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9227 Diekirch, 5, Esplanade.

R.C.S. Luxembourg B 109.270.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013044481/9.

(130054056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

ING Belgium International Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 49.080.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013044484/9.

(130053998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

Jaws Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 170.793.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013044500/9.

(130054127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

Kneip Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 32.319.

Les comptes consolidés au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013044513/9.

(130053908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

Kneip Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 32.319.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013044515/9.

(130053910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

Lagfin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 51.599.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013044521/9.

(130054460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

Laken S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 63.325.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013044522/9.

(130053938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

LFP Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 142.099.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013044526/9.

(130054063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

LFP Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 142.099.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013044527/9.

(130054068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

LUX-Hâm S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5465 Waldbredimus, 8, rue de Trintange.

R.C.S. Luxembourg B 51.197.

Marc HEBER, né 08.11.1964, 1C, Waasserlapp L-5681 DALHEIM, gérant technique, date de nomination 24.05.1995 pour une durée indéterminée.

Francis ROCK, né le 14.10.1965 8, rue de Trintange L-5465 WALDBREDIMUS, gérant administratif, date de nomination 24.05.1995 pour une durée indéterminée.

Dalheim, le 03.04.2013.

Lux-Hâm SARL

Référence de publication: 2013043836/13.

(130053252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2013.

KION Finance S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 159.846.

En date du 6 avril 2011, il a été décidé de nommer Deloitte Audit, avec siège social au 560, Rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, au mandat de réviseur d'entreprises agréé, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2016.

Par conséquent, le mandat de commissaire aux comptes de Deloitte S.A., avec siège social au 560, Rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, a pris fin avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 avril 2013.

Référence de publication: 2013043786/14.

(130053150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2013.

Lux Digital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8287 Kehlen, 25-27, Zone Industrielle Kehlen.

R.C.S. Luxembourg B 155.527.

Extrait de résolution des associés du 18 février 2013

Les associés de la société à responsabilité limitée LUX DIGITAL S.à.r.l. ont décidé, en date du 18 février de prendre la résolution suivante:

Le siège social est transféré, avec effet immédiat, à l'adresse suivante:

L-8287 Kehlen, 25-27 Zone Industrielle Kehlen, Film Land (Bât)2

Luxembourg, le 18/02/2012.

Pour extrait conforme

Matthias WEBER / Stéphane BIDAULT

Référence de publication: 2013043835/15.

(130053679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2013.

Rushmore Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 176.086.

To the shareholders

I hereby resign as Director of your company with immediate effect.

Aux actionnaires

Par la présente, je vous remets ma démission comme Administrateur de votre société avec effet immédiat.

Le 3 avril 2013.

Marc Koeune.

Référence de publication: 2013043986/12.

(130052981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2013.

SCI Immo 5, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg E 660.

Assemblée générale des associés du 25 mars 2013

Gérants

L'Assemblée Générale des Associés a pris les décisions suivantes:

- Révocation de Monsieur Eric KLEIN de ses fonctions de gérant avec effet immédiat
- Nomination de Madame Sylvie, Judith AMAR, née le 16 mai 1966 à Paris (France) demeurant 179, Boulevard Bineau F-92200 Neuilly sur Seine (France) aux fonctions de gérante avec effet immédiat pour une durée indéterminée.

La société se trouve valablement engagée par la seule signature de la gérante.

Référence de publication: 2013044026/14.

(130053024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2013.

Pinnacle Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 169.238.

Il résulte du transfert de part réalisé en date du 28 mars 2013 que l'associé unique de la Société, Pinnacle Midco & Cy S.C. A. transfère une (1) part à la société, PARADIGM B.V., une société à responsabilité limitée enregistré au Registre des Pays-Bas sous le numéro 23092424, ayant son siège social au WTC-A Tour, 7^{ème} étage, Strawinskylaan, 1080 Amsterdam, Pays-Bas.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03 avril 2013.

Référence de publication: 2013043924/13.

(130053508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2013.

The Production Office S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 163.430.

Il résulte d'une convention de cession de parts sociales du 21 décembre 2012 que M. Ives MERGAERTS, demeurant à 48 Kleine Mechelsbaan, B-3200 Aarschoot a cédé 125 parts sociales de la société THE PRODUCTION OFFICE S.à r.l. à la société LIMALUX S.A. ayant son siège social au 9b bd Prince Henri, L-1724 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 85.332.

A partir du 11 janvier 2013, la nouvelle adresse du Gérant, M. Ives MERGAERTS est au 31, rue de la Gare à L-9420 Vianden.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fons MANGEN.

Référence de publication: 2013044061/15.

(130053062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2013.

Villa des Sables S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 149.089.

Dépôt des comptes annuels qui remplace le dépôt n° L120118523

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice cloturant en date du 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2013044102/12.

(130053373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2013.

Eastbridge S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 118.954.

In the year two thousand and thirteen, on the fourteenth of February,

Before Us, Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of the shareholders of Eastbridge S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office at 1 B, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, incorporated pursuant to a notarial deed on July 11, 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 1797 of September 26, 2006. The articles of association have been modified for the last time by a deed of the undersigned notary, on April 22, 2010, published in the Mémorial C n°1343 of June 30, 2010.

The meeting is opened at 12.00 p.m. by Ms. Marta LOPUCH, private employee, residing professionally in Luxembourg, being in the chair (the "Chairman").

The Chairman appoints as secretary of the meeting Ms. Laurie DOMEQ, private employee, residing professionally in Luxembourg. The meeting elects as scrutineer Ms. Laurie DOMEQ, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The Chairman then declared and further requested the notary to state:

I.- That the agenda of the meeting is worded as follows:

1. Approval of the decrease of the share capital of the Company by an amount of one million three hundred eighty-eight thousand one hundred ninety-two euros and seventy-eight cents (EUR 1,388,192.78) to reduce it from seventeen million six hundred eighteen thousand eight hundred twenty-five euros and fifty cents (EUR 17,618,825.50) to an amount of sixteen million two hundred thirty thousand six hundred thirty-two euros and seventy-two cents (EUR 16,230,632.72), via the cancellation of fifty thousand nine hundred ninety-nine (50,999) shares of the Company held by the Company itself.

2. Approval of the amendment of article 5.1 of the Company's articles of incorporation to reflect the resolution to be adopted under item 1.

3. Miscellaneous.

II.- That all the shareholders have been convened by registered mail sent on January 30, 2013.

III. - That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

IV.- That it appears from the attendance list, that out of 596,276 shares representing the entire share capital (i.e. 647,275 shares less 50,999 shares held by the Company itself), 568,636 shares are represented, so that the meeting is regularly constituted and can therefore validly deliberate on the aforementioned agenda.

Then the general meeting, after deliberation, took the following resolutions by 568,636 votes in favour.

First resolution

The general meeting of shareholders decides to decrease the share capital of the Company by an amount of one million three hundred eighty-eight thousand one hundred ninety-two euros and seventy-eight cents (EUR 1,388,192.78) to reduce it from seventeen million six hundred eighteen thousand eight hundred twenty-five euros and fifty cents (EUR 17,618,825.50) to an amount of sixteen million two hundred thirty thousand six hundred thirty-two euros and seventy-two cents (EUR 16,230,632.72), divided into five hundred ninety-six thousand two hundred seventy-six (596,276) shares with a nominal value of twenty-seven euros and twenty-two cents (EUR 27.22) per share, via the cancellation of fifty thousand nine hundred ninety-nine (50,999) shares of the Company held by the Company itself.

Second resolution

The meeting decides to amend article 5.1 of the Company's articles of association as follows:

" Art. 5. Capital.

5.1. The Company's capital is fixed at sixteen million two hundred thirty thousand six hundred thirty-two euros and seventy-two cents (EUR 16,230,632.72), consisting of five hundred ninety-six thousand two hundred seventy-six (596,276) ordinary shares, in registered form and each with a par value of twenty-seven euros and twenty-two cents (EUR 27.22), which are all subscribed for and fully paid-up.

(...)"

There being no further business on the agenda, the meeting was thereupon closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that of the request of the parties hereto, the present deed was drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing persons in case of divergences between the English and French version, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing known to the notary by their name, first name, civil status and residence, appearing persons signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le quatorze février.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,
s'est réunie:

L'Assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée «Eastbridge S.à r.l.» (la «Société»), ayant son siège social à I B, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, constituée suivant acte notarié en date du 11 juillet 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1797 du 26 septembre 2006. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 22 avril 2010, publié au Mémorial C n°1343 du 30 juin 2010.

L'assemblée est ouverte à 12.00 heures sous la présidence de Mlle Marta LOPUCH, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg. Le président désigne comme secrétaire Mlle Laurie DOMECCQ, employée privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg. L'assemblée choisit comme scrutateur Mlle Laurie DOMECCQ, employée privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président expose ensuite et prie encore le notaire instrumentant de prendre acte:

I. La présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Approbation de la réduction du capital social de la Société pour un montant de un million trois cent quatre-vingt-huit mille cent quatre-vingt-douze euros et soixante-dix-huit cents (EUR 1,388,192.78), afin de le porter de son montant actuel de dix-sept millions six cent dix-huit mille huit cent vingt-cinq euros et cinquante cents (EUR 17,618,825.50) à seize millions deux cent trente mille six cent trente-deux euros et soixante-douze cents (EUR 16,230,632.72), suite à l'annulation de cinquante mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (50,999) parts sociales de la Société détenues par la Société elle-même.

2. Modification de l'article 5.1 des statuts de la Société, suite à la résolution qui sera adoptée au point 1.

3. Divers.

II.- Que tous les associés ont été convoqués par lettre recommandée en date du 30 janvier 2013.

III.- Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre de parts qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les associés présents, les mandataires des associés représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

IV.- Qu'il résulte de la liste de présence que sur les 596,276 parts sociales représentant l'intégralité du capital social (moins 50,999 parts sociales détenues par la Société elle-même), 596,276 parts sociales sont représentées à la présente assemblée, de sorte que celle-ci est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend les résolutions suivantes par 596,276 votes en faveur.

Première résolution

L'assemblée décide de réduire le capital social de la Société pour un montant de un million trois cent quatre-vingt-huit mille cent quatre-vingt-douze euros et soixante-dix-huit cents (EUR 1,388,192.78), afin de le porter de son montant actuel de dix-sept millions six cent dix-huit mille huit cent vingt-cinq euros et cinquante cents (EUR 17,618,825.50) à seize millions deux cent trente mille six cent trente-deux euros et soixante-douze cents (EUR 16,230,632.72), suite à l'annulation de cinquante mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (50,999) parts sociales de la Société détenues par la Société elle-même, représenté par cinq cent quatre-vingt-seize mille deux cent soixante-seize (596,276) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-sept euros et vingt-deux cents (EUR 27.22) chacune.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société, comme suit:

« Art. 5. Capital.

5.1. Le capital de la Société est fixé à seize millions deux cent trente mille six cent trente-deux euros et soixante-douze cents (EUR 16,230,632.72) représenté par cinq cent quatre-vingt-seize mille deux cent soixante-seize (596,276) parts sociales ordinaires, sous la forme nominative, et chacune avec une valeur nominale de vingt-sept euros et vingt-deux cents (EUR 27.22), qui sont toutes souscrites et intégralement libérées.

(...)

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, constate que sur demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande de la même partie comparante en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau, connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. DOMEQ, M. LOPUCH et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 février 2013. Relation: LAC/2013/8096. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 21 mars 2013.

Référence de publication: 2013038614/123.

(130047792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2013.

**AH Courtage en Assurances, Société à responsabilité limitée,
(anc. Graser & Herr Courtiers s.à r.l.).**

Siège social: L-3921 Mondercange, 54, rue d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 136.446.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 25 mars 2013.

Référence de publication: 2013039104/11.

(130048215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2013.

Forteam Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 37.674.850,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 130.525.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-first day of February.

Before Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

PineBridge New Europe Partners II L.P., an exempted limited partnership with registered office at M&C Corporate Services Limited, Uglan House, South Church Street, P.O. 309 GT, George Town, Grand Cayman, Cayman Islands, registered with the Registrar of Companies of Cayman Islands under number 17338 (the "Sole Shareholder");

here represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary clerk, with professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. The appearing party is the sole shareholder of FORTEAM INVESTMENTS S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies under number B 130.525 (the "Company") incorporated by a deed enacted by Maître Jean Seckler, notary residing at Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, on 12 July 2007, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" (the "Mémorial") number 2045 dated 20 September 2007. The articles of association of the Company have been amended for the last time by a deed enacted by Maître Francis Kessler, prenamed, on 14 December 2012, not yet published in the Mémorial.

II. That the 753,497 (seven hundred fifty-three thousand four hundred ninety-seven) sharequotas with a nominal value of EUR 50 (fifty Euro) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda, of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

III. The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Waiving of notice right;
2. Approval of (i) the continuation of the Company in the Republic of Cyprus under the form of a private company limited by shares and transfer of the effective place of management and of the Company's registered office to 249, 28th October Street & Emiliou Hourmouziou Corner, 3035 Limassol, Republic of Cyprus and (ii) the adoption of the Cyprus nationality by the Company subject to and effective as of the temporary registration of the Company with the Department of Registrar of Companies and Official Receiver of the Republic of Cyprus;
3. Approval of the restatement of the memorandum and articles of association of the Company subject to and effective as of the temporary registration of the Company with the Department of Registrar of Companies and Official Receiver of the Republic of Cyprus;
4. Continuation of the mandate of Mr. Pierre Mellinger and Mr. Rossen Hadjiev as directors of the Company subject to and effective as of the temporary registration of the Company with the Department of Registrar of Companies and Official Receiver of the Republic of Cyprus;
5. Acknowledgment of the resignation of Mr. Frank Pletsch and Mr. Julien Ponson as category A managers of the Company and appointment of Mr. Aart Bijl, Mr. Harris Petridou-Sharpe and Mr. Georgios Konstantinou as directors of the Company and Intertrust Secretarial Services Ltd. as secretary of the Company subject to and effective as of the temporary registration of the Company with the Department of Registrar of Companies and Official Receiver of the Republic of Cyprus; and
6. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution:

The Sole Shareholder resolves to waive its right to the prior notice of the current meeting; the Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed of the agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to carefully examine each document.

Second resolution:

The Sole Shareholder resolves to approve the transfer of the registered office and central administration of the Company from 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg to 249, 28th October Street & Emiliou Hourmouziou Corner, 3035 Limassol, Republic of Cyprus ("Cyprus"), (the "Migration and Continuance").

As a result of the Migration and Continuance, the Company will continue in Cyprus under the form of a private company limited by shares registered with the Registrar of Companies in Cyprus under the name of FORTEAM INVESTMENTS LIMITED, adopt the status of a Cyprus company and therefore operate according to Cyprus law. The Migration and Continuance is subject to and shall be effective as of the temporary registration of the Company with the Department of Registrar of Companies and Official Receiver of the Republic of Cyprus (the "Condition Precedent").

The Migration and Continuance will be achieved without interruption of the legal personality of the Company from a Luxembourg and Cypriot point of view and hence the Company will be and remain the sole and full owner of all its assets and fully liable for all its debts and liabilities following the Migration and Continuance. The Sole Shareholder resolves to cancel the registration of the Company with the Luxembourg Trade and Companies' Register not earlier than upon fulfilment of the Condition Precedent (the "Cancellation"). The Sole Shareholder hereby grants all powers to any of Mr. Frank Pletsch, Mr. Julien Ponson, Mr. Rossen Hadjiev and Mr. Pierre Mellinger, being the managers of the Company as at the date hereof, to fill in any document and to undertake any action in relation to the Migration and Continuance and the Cancellation.

Third resolution:

The Sole Shareholder resolves to amend and restate the articles of association of the Company to make them compliant with the laws of Cyprus, subject to and effective as of the fulfilment of the Condition Precedent.

The new memorandum and articles of association of the Company to be adopted in Cyprus as a result of the Migration and Continuance and subject to and effective as of the fulfilment of the Condition Precedent, are attached hereto as Appendix A.

Fourth resolution:

The Sole Shareholder resolves to continue in Cyprus the mandate of the category B managers of the Company being:

- Mr Pierre MELLINGER, born on 6 August 1954, of French nationality, with professional address at 5, Skorupki St., PL-00546 Warsaw, Poland; and

- Mr. Rossen HADJIEV, born on 5 April 1972, of Bulgarian nationality, with professional address at 5, Skorupki St., PL-00546 Warsaw, Poland;

as directors of the Company for an undetermined duration, subject to and effective as of the fulfilment of the Condition Precedent.

Fifth resolution:

The Sole Shareholder resolves to acknowledge the resignation of Mr. Frank Pletsch and Mr. Julien Ponson as category A managers of the Company, effective as of the fulfilment of the Condition Precedent.

As from the date of the present deed until the fulfilment of the Condition Precedent, Mr. Frank Pletsch and Mr. Julien Ponson shall act for and on behalf of the Company only for the purpose of implementing the resolutions taken hereof by the Sole Shareholder.

The Sole Shareholder further resolves to grant to Mr. Frank Pletsch and Mr. Julien Ponson full discharge for the performance of their mandate as managers of the Company for the financial year 2012, which shall be reiterated at the Sole Shareholder's meeting approving the Company's 2012 annual accounts. Upon Migration and Continuance, such discharge will be reiterated by the Sole Shareholder, as the case may be, in a resolution to be taken in accordance with the laws of Cyprus, for the period starting as of 1 January 2013 and ending as of the date of the fulfilment of the Condition Precedent.

The Sole Shareholder resolves to appoint the following persons as additional directors of the Company in Cyprus, subject to and effective as of the fulfilment of the Condition Precedent and for an undetermined duration:

- Mr. Aart BIJL, born on 24 December 1968, of Dutch nationality, with professional address at 249, 28th October St&Emiliou Hourmouziou Corner, 3035 Limassol, Cyprus;

- Mr. Harris PETRIDOU-SHARPE, born on 26 March 1984, of British nationality, with professional address at 249, 28th October St&Emiliou Hourmouziou Corner, 3035 Limassol, Cyprus; and

- Mr. Georgios KONSTANTINOU, born on 25 February 1978, of Cypriot nationality, with professional address at 249, 28th October St&Emiliou Hourmouziou Corner, 3035 Limassol, Cyprus.

Therefore, effective as of the fulfilment of the Condition Precedent, the directors of the Company will be the following:

- Mr Pierre MELLINGER;
- Mr. Rossen HADJIEV;
- Mr. Aart BIJL;
- Mr. Harris PETRIDOU-SHARPE;
- Mr. Georgios KONSTANTINOU.

The Sole Shareholder resolves to appoint in the Cyprus Intertrust Secretarial Services Ltd. with registration number HE288667 and registered office at 249, 28th October St&Emiliou Hourmouziou Corner, 3035 Limassol, Cyprus; as secretary of the Company, subject to and effective as of the fulfilment of the Condition Precedent and for an undetermined duration.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present deed, have been estimated at about one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

In faith of which, we, the undersigned notary, set our hand and seal in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of the document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The documents having been read to the proxy holder of the appearing party, the said proxy holder of the appearing party signed with us, the Notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt et unième jour du mois de février.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire public résidant à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

PineBridge New Europe Partners II L.P., un «exempted limited partnership» ayant son siège social sis à M&C Corporate Services Limited, Uglad House, South Church Street, P.O. 309 GT, George Town, Grand Cayman, Iles Cayman, et immatriculé auprès du Registre des Sociétés des Iles Cayman sous le numéro 17338 (l'«Associé Unique»),

ici dûment représentée par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc de notaire, avec adresse professionnelle sise au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-Sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration ayant été paraphée «ne varietur» par le mandataire agissant au nom et pour le compte de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités d'enregistrement.

La partie comparante, ainsi représentée, a requis le notaire d'acter ce qui suit:

I.- La partie comparante est l'associé unique de «FORTEAM INVESTMENTS S.à r.l.», une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 130.525 (la «Société»), constituée par acte reçu par Maître Jean Seckler, notaire établi à Junglister, Grand-Duché de Luxembourg, daté du 12 juillet 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 2045 en date du 20 septembre 2007. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par acte notarié reçu par Maître Francis Kessler, prénommé, en date du 14 décembre 2012 non encore publié au Mémorial.

II.- Que les 753,497 (sept cent cinquante-trois mille quatre cent quatre-vingt dix-sept) parts sociales d'une valeur nominale de 50 EUR (cinquante Euros) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points figurant à l'ordre du jour dont l'Associé Unique reconnaît expressément avoir été dûment et préalablement informé.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant :

Ordre du jour:

1. Renonciation au droit de convocation;
2. Approbation de (i) la continuation de la Société en République de Chypre sous la forme d'une société à responsabilité limitée et transfert du siège de direction effective et du siège de la Société au 249, 28th October Street & Emiliou Hourmouziou Corner, 3035 Limassol, République de Chypre and (ii) l'adoption de la nationalité Chypriote par la Société sous réserve et à compter de l'enregistrement provisoire de la Société avec le Département du Registre des Sociétés et Receveur Officiel de la République de Chypre;
3. Approbation de la refonte du memorandum et statuts de la Société sous réserve et à compter de l'enregistrement provisoire de la Société avec le Département du Registre des Sociétés et Receveur Officiel de la République de Chypre;
4. Continuation du mandat de Mr. Pierre Mellinger et de Mr. Rossen Hadjiev en qualité d'administrateurs de la Société sous réserve et à compter de l'enregistrement provisoire de la Société avec le Département du Registre des Sociétés et Receveur Officiel de la République de Chypre ;
5. Reconnaissance de la démission de Mr. Frank Pletsch et de Mr. Julien Ponson en qualité de gérant de catégorie A de la Société et nomination de Mr. Aart Bijl, Mr. Harris Petridou-Sharpe et Mr. Georgios Konstantinou en qualité d'administrateurs de la Société sous réserve et à compter de l'enregistrement provisoire de la société avec le Département du Registre des Sociétés et Receveur Officiel de la République de Chypre; et
6. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution:

Il est décidé que l'Associé Unique renonce à son droit de convocation à la présente assemblée; l'Associé Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et de voter sur tous les points portés à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que l'ensemble de la documentation pertinente a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un laps de temps suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution:

L'Actionnaire Unique décide d'approuver le transfert du siège social et de l'administration centrale de la Société du 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, au 249, 28th October Street & Emiliou Hourmouziou Corner, 3035 Limassol, République de Chypre («Chypre»), (la «Migration et Continuation»).

En conséquence de la Migration et Continuation, la Société continuera d'exister à Chypre sous la forme d'une société privée à responsabilité limitée enregistrée auprès du Registre des Sociétés à Chypre sous la dénomination sociale FORTEAM INVESTMENTS LIMITED, adoptera le statut d'une société chypriote et opérera par conséquent selon le droit chypriote. La Migration et Continuation est sujette et sera effective à compter de l'enregistrement temporaire de la Société au Département du Registre des Sociétés et Receveur Officiel de la République de Chypre (la «Condition Préalable»).

La Migration et Continuation sera mise en œuvre sans interruption de la personnalité juridique de la Société d'un point de vue luxembourgeois et chypriote et ainsi la Société sera et restera le détenteur unique et en pleine propriété de tous

les biens de la Société et sera pleinement responsable pour toutes les dettes et obligations de la Société à compter de la Migration et Continuation. L'Actionnaire Unique décide de ne pas procéder au désenregistrement de la Société auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg avant que la Condition Préalable n'ait été remplie (le «Dés-enregistrement»). L'Actionnaire Unique donne tout pouvoirs à chacun des gérants actuels de la Société, c'est à dire, Messieurs Frank Pletsch, Julien Ponson, Rossen Hadjiev and Pierre Mellinger, afin de faire enregistrer tout document, et d'entreprendre toute action liée à la Migration et Continuation et au Désenregistrement.

Troisième résolution:

L'Actionnaire Unique décide de modifier et refondre les statuts de la Société afin de les rendre conforme avec le droit chypriote, sous réserve et à compter de la réalisation de la Condition Préalable.

Les nouveaux memorandum et statuts de la Société qui seront adoptés à Chypre en conséquence de la Migration et Continuation et sous réserve et à compter de la réalisation de la Condition Préalable sous annexés comme Annexe A.

Quatrième résolution:

L'Actionnaire Unique décide de continuer à Chypre le mandat des gérants de catégorie B, étant:

- Monsieur Pierre MELLINGER, né le 6 août 1954, de nationalité française, résidant professionnellement au 5, Skorupki St., PL-00-546 Varsovie, Pologne, et

- Monsieur Rossen HADJIEV, né le 5 avril 1972, de nationalité bulgare, résidant professionnellement au 5, Skorupki St., PL-00-546 Varsovie, Pologne;

en qualité d'administrateurs de la Société pour une durée indéterminée, sous réserve et à compter de la Réalisation de la Condition Préalable.

Cinquième résolution:

L'Associé Unique décide de reconnaître la démission de M. Frank Pletsch et de M. Julien Ponson, en qualité de gérant A de la Société, sous réserve et à compter de la réalisation de la Condition Préalable.

A compter de la date du présent acte et jusqu'à réalisation de la Condition Préalable, M. Frank Pletsch and M. Julien Ponson agiront au nom et pour le compte de la Société uniquement pour les besoins de la mise en oeuvre des résolutions prises à la présente assemblée par l'Associé Unique.

L'Associé Unique décide en surplus de donner décharge complète à M. Frank Pletsch et à M. Julien Ponson pour l'exécution de leurs mandats en qualité de gérants de la Société pour l'année sociale 2012, qui sera réitéré lors de la réunion de l'Associé Unique approuvant les comptes de l'année sociale 2012. A compter de la Migration et Continuation, cette décharge sera réitérée par l'Associé Unique, selon les cas, par une résolution qui sera prise conformément aux lois chypriotes, pour la période débutant au 1^{er} janvier 2013 et se terminant à la date de réalisation de la Condition Préalable.

L'Associé Unique décide de nommer les personnes suivantes comme administrateurs additionnels de la Société à Chypre, sous réserve et à compter de la réalisation de la Condition Préalable et pour une durée indéterminée:

- M. Aart BIJL, né le 24 décembre 1968, de nationalité hollandaise, ayant son adresse professionnelle au 249, 28th October St&Emiliou Hourmouziou Corner, 3035 Limassol, Chypre;

- M. Harris PETRIDOU-SHARPE, né le 26 mars 1984, de nationalité britannique, ayant son adresse professionnelle au 249, 28th October St&Emiliou Hourmouziou Corner, 3035 Limassol, Chypre; et

- M. Georgios KONSTANTINOU, né le 25 février 1978, de nationalité chypriote, ayant son adresse professionnelle au 249, 28th October St&Emiliou Hourmouziou Corner, 3035 Limassol, Chypre.

En conséquence, à compter de la réalisation de la Condition Préalable, les administrateurs de la Société seront les suivants:

- M. Pierre MELLINGER;

- M. Rossen HADJIEV;

- M. Aart BIJL;

- M. Harris PETRIDOU-SHARPE;

- M. Georgios KONSTANTINOU.

L'Associé Unique décide de nommer à Chypre Intertrust Secretarial Services Ltd. enregistrée sous le numéro HE288667, ayant son siège social au 249, 28th October St&Emiliou Hourmouziou Corner, 3035 Limassol, Chypre en qualité de secrétaire de la Société, sous réserve et à compter de la réalisation de la Condition Préalable et pour une durée indéterminée.

Estimation des Frais

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec le présent acte, ont été estimés à mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Aucun autre point n'ayant été soulevé, l'assemblée a été clôturée.

A la suite de laquelle le présent acte notarié a été rédigé à Esch-sur-Alzette, au jour figurant en tête de ce document.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que, sur demande de la partie comparante, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Lecture ayant été faite de ce document au mandataire de la partie comparante, le mandataire de la partie comparante a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Suit l'Annexe A

THE COMPANIES LAW CAP. 113
PRIVATE COMPANY LIMITED BY SHARES
MEMORANDUM OF ASSOCIATION
OF THE COMPANY
FORTEAM INVESTMENTS LIMITED

1. The name of the Company is:

FORTEAM INVESTMENTS LIMITED

2. The registered office of the Company will be situated in Cyprus.

3. The objects for which the Company is established are:

(1) To carry on either alone or jointly with others anywhere in the world, any trade, business, work, operation or activity whatsoever relating to, connected with or involving shares, stock, bonds, debt, securities, warrants, options, derivatives, commodities and any other instruments relating to equity, debt or commodities of all kinds, real estate and developing, buying, selling and financing real estate or other businesses, sinking of wells, pumping, diving, surveying, mineral, oil or gas exploration, extraction or exploitation, installation or building of any structures, and, in connection with or in relation to any of the above, to act as contractor, subcontractor, supplier of power, designer, surveyor, manager, tenderer, agent, consultant, insurer, engineer, machinist and broker of all kinds of merchandise and goods.

(2) To purchase, sell, exchange, rent and otherwise trade any kind of movable and immovable property and goods, and any commercial and financial business and to participate in other companies and businesses and/or to acquire by purchase or otherwise the whole or part of the share or other capital of other companies.

(3) To carry on either alone or jointly with others anywhere in the world (and whether in a "free zone area", bonded area or elsewhere), the business of manufactures, processors, dealers, wholesalers, retailers, importers, exporters, suppliers, distributors, buyers or sellers in relation to any kind of goods, materials, merchandise or things of any nature, as well as the business of merchants in general, carriers by any means of transportation, travel or insurance agents or brokers, customs clearing agents, estate agents and agents and brokers in general, and/or to carry on hotel and/or tourist businesses and/or to manage tourist offices, hotels, motels, restaurants, entertainment establishments and to rent and exploit same.

(4) To engage, hire and train professional, clerical, manual, technical and other staff and workers and to use the services of all or any of them and in any way and manner acquire, possess, manufacture or assemble any property of any kind or description whatsoever (including any rights over or in connection with such property) and to allocate or make available the aforesaid personnel or services or make available such property or its use on hire purchase, sale, exchange or in any other manner whatsoever, to third parties and otherwise to utilise same for the benefit or advantage of the Company as the Board may from time to time determine; to provide or procure the provision by others of every and any service in relation to the above to any person, firm or company.

(5) To carry on any other business or activity which may seem to the Board as beneficial or expedient in connection with any of the objects which are set out herein or which, at the discretion of the Board, is calculated to or can, directly or indirectly, enhance the value of or render more profitable any of the Company's business, property or rights.

(6) To purchase, obtain by way of gift, take on lease or sub-lease or in exchange, or otherwise acquire or possess any lands, buildings, easements, rights, privileges, concessions, permits, goods and movable and immovable property of any kind and description (whether mortgaged, charged or not).

(7) To erect, maintain, operate, control, manage, construct, reconstruct, convert, enlarge, repair, improve, adapt, furnish, decorate, demolish and replace any shops, offices, flats, electric or water works, workshops, factories, mills, plants, machinery, warehouses and any other works, buildings, plants, conveniences or structures of any kind and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, operation, management, carrying out or control thereof.

(8) To improve, manage, control, cultivate, develop, exploit, exchange, let on lease or otherwise, dispose of, mortgage, charge, sell, realize, grant as gift, turn to account and grant rights and privileges in respect of property, assets and rights of the Company or otherwise deal with all or any part of the said property of the Company and to adopt such means of making known and advertising the business and products of the Company as may seem expedient to the Board.

(9) To manufacture, repair, import, buy, sell, export, let on hire and generally trade or deal in, any kind of accessories, articles, apparatus, plant, machinery, tools, goods, properties, rights of ownership and things and rights of any description.

(10) To deal in, utilise for building or other purposes, let on lease or sublease or on hire, to assign or grant licence over, charge or mortgage, the whole or any part or parts of the immovable property of the Company or any rights thereon or in which the Company is interested on such terms as may seem expedient to the Board.

(11) To purchase or otherwise acquire all or any part of the business, assets, property and liabilities of any company, society, partnership or person which at the discretion of the Board (i) carries on any business which the Company is authorised to carry on or which is ancillary to the carrying on of the business of the Company or (ii) possesses property suitable for the purposes of the Company and to undertake, conduct and carry on, or liquidate and wind up, any such business and, in consideration for such acquisition, to pay money, issue shares, undertake any liabilities or acquire any interest in the vendor's business.

(12) To apply for, purchase or otherwise acquire any designs, trade marks, patents, patent rights or inventions, brevets d'invention, copyright or secret processes and to grant licences for the use thereof.

(13) To pay all costs, charges and expenses incurred or sustained in relation to the promotion, formation and establishment of the Company or which at the discretion of the Board may be considered as preliminary expenses or expenses incurred prior to incorporation and with a view to incorporation of the Company, including professional fees, advertising expenses, taxes, commissions for underwriting, brokerage, printing and stationery, salaries to employees and other similar expenses or expenses relating to any business or work carried on or performed prior to the incorporation of the Company, which the Board may decide that the Company takes over or continues.

(14) Upon any issue of shares, debentures or any other securities of the Company, to employ brokers, commission agents and underwriters, and to provide for the remuneration of such persons for their services by payment in cash or by the issue of shares, debentures or other securities of the Company, or by the granting of options to acquire same, or in any other manner allowed by law.

(15) To borrow, raise money or secure obligations (whether of the Company or any other person) in such manner and on such terms and conditions as may seem expedient to the Board, including the issue of debentures, debenture stock of perpetual or limited duration, bonds or any other securities, with or with no security and on such terms and conditions regarding priority or otherwise as may seem expedient to the Board. For the purpose of this paragraph, the term "security" means the mortgaging, encumbrance, pledging, assignment or in any other way creation of any rights or priorities in favour of any person on the whole or part of the undertaking, the property, the assets, the book debts, the rights, the choses in action, the receivables, the present and future income and the uncalled capital of the Company.

(16) To give credit and to lend and advance money to any person, firm, body corporate or company.

(17) To guarantee, give guarantees or indemnities for, undertake or otherwise support or secure, either with or without the Company receiving any consideration or advantage and whether with or with no personal covenant, and whether with or with no security, or in any other way whatsoever as the Board may decide, the liabilities, the performance of contracts and obligations and the payment of any moneys whatsoever by any person, firm or company whether this, at the relevant time, is the holding company or a subsidiary or an associated company or an affiliate of the Company or not, whether the Company has any contractual relations with such person, firm or company or not, whether the Company holds any interest in such person, firm or company or not, whether such person, firm or company holds any shares or interest in the Company or not and to assist in any other way as the Board may deem expedient any other person, firm or company. For the purpose of this paragraph, the term "security" means the mortgaging, encumbrance, pledging, assignment or in any other way creation of any rights or priorities in favour of any person on the whole or part of the undertaking, the property, the assets, the book debts, the rights, the choses in action, the receivables, the present and future income and the uncalled capital of the Company.

(18) To deal in matters relating to the purchase or otherwise acquisition, sale, exchange, conversion, direct conversion or swap, allotment or collection, exercise of options or other transaction or trade of any nature or description relating to exchange in any currency, commodities, exchange rates, interest rates, bonds, debentures, shares, warrants or other securities of any nature or description and to conclude agreements of financial content or other agreements relating to the above transactions or trades or generally agreements of any nature or description, including, without limiting the generality of the above, ISDA agreements of the International Swap and Derivatives Association and other agreements of a similar type or nature.

(19) To execute, issue, accept, endorse, pre-pay and negotiate or trade with bills of exchange, promissory notes, bills of lading, negotiable instruments and other transferable instruments or securities.

(20) To receive money on deposit, with or without concessions or interest thereon.

(21) To advance and lend money with or without security as the Board may deem expedient.

(22) To invest the moneys of the Company not immediately required, in such manner as may be determined by the Board from time to time.

(23) To issue, or guarantee the issue or the payment of interest on the shares, debentures, debenture stock, or other securities or obligations of any company or association, and to pay or provide for payment of brokerage, commission, and underwriting expenses in respect of any such issue.

(24) To acquire by subscription, purchase or otherwise, and to accept, take, hold, deal in, convert and sell, any kind of shares, stock, debentures or other securities or interests in any other company, society or undertaking whatsoever.

(25) To issue and allot fully or partly paid shares in the capital of the Company or issue debentures or securities in payment or part payment of any movable or immovable property purchased or otherwise acquired by the Company or any services rendered to the Company and to remunerate in cash or otherwise any person, firm or company for rendering services to the Company or grant donations to such persons.

(26) To establish anywhere in the world, branch offices, regional offices, agencies and local boards and to regulate and to discontinue same.

(27) To provide for the welfare of officers or of persons in the employment of the Company, or former officers or persons formerly in the employment of the Company or its predecessors in business or officers or employees of any subsidiary or dependant, or associate or affiliate company, of the Company, and the wives, widows, dependants and families of such persons, by grants of money, pensions or other payments, (including payments of insurance premia), to form, to subscribe to, to assist, or to otherwise aid any trust, fund or scheme for the benefit of such persons.

(28) To form, to subscribe to, to assist, to pay for subscriptions or contributions or to otherwise aid any trust, fund, scheme, foundation or goal with a philanthropic, benevolent, religious, scientific, national or other public nature character.

(29) To enter into and carry into effect any contract for joint working in business, union of interests, partnership or for sharing of profits, or for amalgamation with any other company, partnership or person, carrying on business within the objects of the Company.

(30) To establish, promote the formation of and otherwise assist any company or companies for the purpose of acquiring any of the property or furthering any of the objects of the Company or for any other purpose which may seem, at the discretion of the Board, directly or indirectly calculated to benefit the Company.

(31) To apply for, promote, and obtain by law, order, regulation, by-law, or otherwise, concessions, rights, privileges, licences or permits enabling the Company to carry out any of its objects into effect, or for effecting any modification of the Company's constitution, or for any other purpose, which at the discretion of the Board, may seem beneficial.

(32) To object to any procedure or application that might harm directly or indirectly the interests of the Company and to enter into and carry out any contract with any Government or Authority (highest, municipal, local or other) which, at the discretion of the Board, could be considered to contribute to the attainment of all or some of the objects of the Company.

(33) To sell, dispose of, mortgage, charge, grant rights or options or transfer the business, property and undertakings of the Company or any part thereof for any consideration which, at the discretion of the Board, may be acceptable.

(34) To accept stock or shares, or debentures, mortgage debentures or other securities of any other company in full payment or part payment for any services rendered to the other company or for any sale made towards or for debt owing from the other company.

(35) To distribute in specie or otherwise any assets of the Company among its Members and, particularly, the shares, debentures or other securities of any other company belonging to the Company or which the Company may have the power of disposing.

(36) To do all or any of the matters hereby authorised in any part of the world either alone or in conjunction with any other company, firm or person.

(37) To do all or any of the matters hereby authorised in any part of the world either alone or through factors, trustees, sub-contractors, brokers or agents.

(38) To do all or any of the matters hereby authorised in any part of the world as principal, factor, trustee, sub-contractor, broker or agent for any other company, firm or person.

(39) To procure the registration or recognition of the Company in any country or place and to act as secretary, director or treasurer of any other company.

(40) To open, close, maintain, either in its name alone or together with any other person or persons, either through a third party or parties, any kind of account with any banking or other institution, organization, company or person either in Cyprus or abroad and for any purpose.

(41) Generally to do all such other acts which, at the discretion of the Board, be incidental or conducive to the attainment of the above objects or some of them.

The objects set forth in any sub-clause of this clause shall not be restrictively construed but the widest interpretation shall be given thereto, and they shall not, except when the context expressly so requires, be in any way limited to or restricted by reference to or inference from any other object or objects set forth in such sub-clause or from the terms of any other sub-clause or marginal title or by the name of the Company. None of the above sub-clauses or object or objects therein specified or the powers thereby conferred shall be deemed complementary or ancillary to the objects or powers mentioned in any other sub-clause. The Company shall have full power to exercise all or any of the powers and, at the discretion of the Board, to achieve or to endeavor to achieve all or any of the objects conferred by and provided in any one or more of the said sub-clauses.

Notwithstanding the above objects, powers and other provisions the Company (a) will not provide financial services except if, and to the extent that, it is allowed by applicable law and, if required, according to any license issued by the

Cyprus Securities and Exchange Commission or by any other competent Authority and (b) will not undertake, directly or indirectly, any obligations towards the public, either in the form of deposits, negotiable instruments or by any other means of lending. For present purposes, the term “public” does not include banking or financial institutions, Members of the Company, or other company belonging to the same group of companies. The term “deposits” does not include a sum of money which is received after a contract is entered into relating to either the distribution of goods or the provision of services, not including “financial services” as this term is defined by applicable Cyprus law. The term “lending” does not include credit which is guaranteed in relation to the acquisition of goods or the receipt of services.

Capitalized terms used herein and not defined shall have the same meaning as is given to them in the Articles of Association of the Company, unless the context otherwise requires.

4. The liability of the Members is limited.

5. The share capital of the Company is EURO 37,674,850 divided into 753,497 shares of EURO 50 each with power to issue any of the shares in the capital, original or increased, with or subject to any preferential, special or qualified rights or conditions as regards dividends, repayment of capital, voting or otherwise.

THE COMPANIES LAW, CAP. 113
ARTICLES OF ASSOCIATION
OF
FORTEAM INVESTMENTS LIMITED
INTERPRETATION

1. In these Regulations and in the Memorandum of Association:

“Affiliate”	(or any derivative thereof), in respect of a Person, means another Person directly, or indirectly through one or more intermediaries, controlling, controlled by or under common control with such Person. For the purposes of this definition, the term “control” and its derivative forms refer to the ownership or control of securities of any Person ordinarily (and not merely upon the happening of an event of default, an event of noncompliance or other similar event) either (a) having the right to cause the election of a majority of such Person’s board of directors or analogous governing body or (b) having more than one-third (1/3) of the equity interest in such Person.
“Annual General Meeting”	means the annual General Meeting of the Company held pursuant to section 125 of the Law.
“Auditors”	means the appointed auditors of the Company pursuant to the Law.
“Board”	means the board of directors of the Company.
“Business Day”	means a day on which banks are open for business in the Republic of Cyprus.
“Chairman”	means the chairman of the meetings of the Board who is elected as chairman according to Regulation 99 of these Regulations.
“Company”	means this company.
“Cyprus”	means the Republic of Cyprus.
“Director”	means a member of the Board.
“Directors A”	means the Directors designated by the Company in General Meeting and in accordance with Regulation 95 as Directors A, and “Director A” means any one of them.
“General Meeting”	means the general meeting of the Company.
“the Law”	means the Companies Law, Cap. 113 or any law substituting or amending same.
“Member”	means every natural and/or legal person who owns shares in the Company.
“Ordinary Resolution”	means an ordinary resolution of the General Meeting.
“Person”	means any individual, partnership, company, legal person, unincorporated organization, trust (including the trustees in their aforesaid capacity) or other entity.
“Regulations”	means the present Articles of Association of the Company.
“Seal”	means the common seal of the Company.
“Secretary”	means the secretary of the Company.
“Special Resolution”	means a special resolution of the General Meeting within the meaning of section 135 (2) of the Law.

Expressions referring to “in writing” shall, unless the contrary intention appears, be construed as including references to printing, lithography, photography, and other modes of representing or reproducing words in a visible form.

Unless the context otherwise requires, words or expressions contained in these Regulations shall bear the same meaning as in the Law or any statutory modification thereof in force at the date at which these Regulations become binding on the Company.

Exclusion of table “A”

2. The Regulations contained in Table “A” in the First Schedule to the Law shall not apply except so far as the same are repeated or contained in these Regulations.

Preliminary

3. The Company is a private company and accordingly:

- (a) The right to transfer shares is restricted in the manner hereinafter prescribed.
- (b) The number of Members of the Company (exclusive of persons who are in the employment of the Company and of persons who, having been formerly in the employment of the Company, were, while in such employment, and have continued after the termination of such employment, to be Members of the Company) is limited to fifty. Provided that where two or more persons hold one or more shares in the Company jointly they shall for the purpose of this Regulation be treated as a single Member.
- (c) Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the Company is prohibited.
- (d) The Company shall not have power to issue share warrants to bearer.
- (e) At all times when the Company has only one Member, the following provisions shall apply:
 - (i) The sole Member exercises all the powers of the General Meeting provided, always, that any decisions taken by the said Member in General Meeting are minuted or taken in writing.
 - (ii) Agreements concluded between the sole Member and the Company, are minuted or reduced in writing, unless they relate to day to day transactions of the Company concluded in the ordinary course of business.
- (f) At all times when the Company has only one Director, the sole Director exercises all the powers of the Board provided that the decisions which are taken by the said Director in its capacity as the Board are minuted or are taken in writing.

Business

4. The Company shall pay all preliminary and other expenses and enter into, adopt or carry into effect and take over or continue (with such modifications, if any, as the contracting parties shall agree and the Board shall approve), any agreement or business or work reached or carried on (as the case might be) prior to incorporation, as the Company may decide.

Share capital and variation of rights

5. The shares shall be at the disposal of the Board which may allot or otherwise dispose of them, subject to Regulation 3, and to the provisions of the next following Regulation, at its discretion to such persons at such times and generally on such terms and conditions, and provided that no shares shall be issued at a discount, except as provided by section 56 of the Law.

6. Unless otherwise determined by the Company by a Special Resolution, any original shares for the time being unissued and not allotted and any new shares from time to time to be created shall, before they are issued, be offered to the Members in proportion, as nearly as may be, to the number of shares held by them. Such offer shall be made by notice specifying the number of shares offered and limiting a time within which the offer, if not accepted, will be deemed to be declined, and after the expiration of such time, or on the receipt of a notification from the person to whom the offer is made that he declines to accept the shares offered, the Company may, subject to these Regulations, dispose of the same in such manner as it thinks most beneficial to the Company. The Company may, in like manner, dispose of any such new or original shares as aforesaid, which, by reason of the proportion borne by them to the number of persons entitled to such offer as aforesaid or by reason of any other difficulty in apportioning the same, cannot in the opinion of the Company be conveniently offered in the manner hereinbefore provided.

7. Without prejudice to any special rights previously conferred on the holders of any existing shares or class of shares, any shares in the Company may be issued with such preferred, deferred or other special rights or such restrictions, whether in regard to dividend, voting, return of capital or otherwise, as the Company may from time to time by Ordinary Resolution determine.

8. Subject to the provisions of section 57 of the Law, any preference shares may, with the sanction of an Ordinary Resolution, be issued on the terms that they are, or at the option of the Company are liable, to be redeemed on such terms and in such manner as the Company before the issue of the shares may by Special Resolution determine.

9. If at any time the share capital is divided into different classes of shares, the rights attached to any class (unless otherwise provided by the terms of issue of shares of that class) may, whether or not the Company is being wound up, be varied with the consent in writing of the holders of three-fourths (3/4) of the issued shares of that class, or with the sanction of an extraordinary resolution passed at a separate general meeting of the holders of the shares of the class. To every such separate general meeting the provisions of these Regulations relating to General Meetings shall apply, but so that the necessary quorum shall be two (2) persons at least holding or representing by proxy one-third (1/3) of the issued shares of the class and that any holder of shares of the class present in person or by proxy may demand a poll.

10. The rights conferred upon the holders of the shares of any class issued with preferred or other rights shall not, unless otherwise expressly provided by the terms of issue of the shares of that class, be deemed to be varied by the creation or issue of further shares ranking *pari passu* therewith.

11. The Company may exercise the powers of paying commissions conferred by section 52 of the Law, provided that the rate per cent or the amount of the commission paid or agreed to be paid shall be disclosed in the manner required by the said section and the rate of the commission shall not exceed the rate of ten per cent (10%) of the price at which the shares in respect whereof the same is paid are issued or an amount equal to ten per cent (10%) of such price (as the case may be). Such commission may be satisfied by the payment of cash or the allotment of fully or partly paid shares or partly in one way and partly in the other. The Company may also on any issue of shares pay such brokerage as may be lawful.

12. Except as required by law, no person shall be recognized by the Company as holding any shares upon any trust, and the Company shall not be bound by or be compelled in any way to recognize (even when having notice thereof) any equitable, contingent, future or partial interest in any share or any interest in any fractional part of a share or (except only as by these Regulations or by law otherwise provided) any other rights in respect of any share except an absolute right to the entirety thereof in the registered holder.

13. Every person whose name is entered as a Member in the register of Members shall be entitled without payment to receive within two months after allotment or lodgment of transfer (or within such other period as the conditions of issue shall provide) one certificate for all his shares or several certificates each for one or more of his shares. Every certificate shall be under the Seal and shall specify the shares to which it relates and the amount paid up thereon. Provided that in respect of a share or shares held jointly by several persons the Company shall not be bound to issue more than one certificate, and delivery of a certificate for a share to one of several joint holders shall be sufficient delivery to all such holders.

14. If a share certificate be defaced, lost or destroyed, it may be substituted on such terms (if any) as to evidence and indemnity and the payment of out-of-pocket expenses of the Company for investigating the evidence adduced as the Board thinks fit.

15. The Company shall provide financial assistance for the purpose of or in connection with a purchase or subscription made or to be made by any person of or for any shares in the Company or in its holding company only in compliance with the Law.

Lien

16. The Company shall have a first and paramount lien on every share for all moneys (whether presently payable or not) called or payable at a fixed time in respect of that share, and the Company shall also have a first and paramount lien on all shares standing registered in the name of a single person for all moneys presently payable by him or his estate to the Company; but the Board may at any time declare any share to be wholly or in part exempt from the provisions of this Regulation. The Company's lien, if any, on a share shall extend to all dividends payable thereon as well as to any other rights or benefits attached thereto.

17. The Company may sell, in such manner as the Board thinks fit, any shares on which the Company has a lien, but no sale shall be made unless a sum in respect of which the lien exists is presently payable, nor until the expiration of fourteen days (14) after a notice in writing, stating and demanding payment of such part of the amount in respect of which the lien exists as is presently payable, has been given to the registered holder for the time being of the share, or the person entitled thereto by reason of his death or bankruptcy.

18. To give effect to any such sale, the Board may authorise some person to transfer the shares sold to the purchaser thereof. The purchaser shall be registered as the holder of the shares comprised in any such transfer, and he shall not be bound to see to the application of the purchase money nor shall his title to the shares be affected by any irregularity or invalidity in the proceedings in reference to the sale.

19. The proceeds of the sale shall be received by the Company and applied in payment of such part of the amount in respect of which the lien exists as is presently payable, and the residue, if any, shall (subject to a like lien for sums not presently payable as existed upon the shares before the sale) be paid to the person entitled to the shares at the date of the sale.

Calls on shares

20. The Board may from time to time make calls upon the Members in respect of any moneys unpaid on their shares (whether on account of the nominal value of the shares or by way of premium) and not by the conditions of allotment thereof made payable at fixed times, and each Member shall (subject to receiving at least fourteen (14) days' notice specifying the time or times and place of payment) pay to the Company, at the time or times and place so specified, the amount called on his shares. A call may be revoked or postponed as the Board may determine and the Members shall be accordingly notified.

21. A call shall be deemed to have been made at the time when the resolution of the Board authorising the call was passed and may be required to be paid by installments.

22. The joint holders of a share shall be jointly and severally liable to pay all calls in respect thereof.

23. If a sum called in respect of a share is not paid before or on the day appointed for payment thereof, the person from whom the sum is due shall pay interest on the sum from the day appointed for payment thereof to the time of actual payment at such rate not exceeding eight per cent (8%) per annum as the Board may determine, but the Board shall be at liberty to waive payment of such interest wholly or in part.

24. Any sum which by the terms of issue of a share becomes payable on allotment or at any fixed date, whether on account of the nominal value of the share or by way of premium, shall for the purposes of these Regulations be deemed to be a call duly made and payable on the date on which by the terms of issue the same becomes payable. In case of non-payment all relevant provisions of these Regulations as to payment of interest and expenses, forfeiture or otherwise shall apply as if such sum had become payable by virtue of a call duly made and notified. The Board may on the issue of shares, differentiate between the holders as to the number of calls, the amount of calls to be paid and the times of payment.

25. The Board may, if it thinks fit, receive from any Member willing to advance the same, all or any part of the moneys uncalled and unpaid upon any shares held by him and upon all or any of the moneys so advanced may (until the same would, but for such advance, become payable) pay interest at such rate not exceeding (unless the Company in General Meeting shall otherwise direct) five per cent (5%) per annum, as may be agreed upon between the Board and the Member paying such sum in advance.

Transfer of shares

26. The instrument of transfer of any share shall be executed by or on behalf of the transferor and transferee, and the transferor shall be deemed to remain a holder of the share until the name of the transferee is entered in the register of Members in respect thereof.

27. Subject to such of the restrictions of these Regulations as may be applicable, any Member may transfer all or any of his shares by instrument in writing in any usual or common form or any other form which the Board may approve.

28. The Board may in its absolute discretion and without assigning any reason therefor, decline to register the transfer of a share to a person of whom it shall not approve. Further, the Board may also decline to register the transfer of a share on which the Company has a lien.

29. The Board may also decline to recognize any instrument of transfer unless:

(a) the instrument of transfer is accompanied by the certificate of the shares to which it relates, and such other evidence as the Board may reasonably require to show the right of the transferor to make the transfer; and

(b) the instrument of transfer is in respect of only one class of shares.

30. If the Board refuses to register a transfer it shall, within two months after the date on which the instrument of transfer was lodged with the Company, send to the transferee notice of the refusal.

31. The registration of transfers may be suspended at such times and for such periods as the Board may from time to time determine, provided always that such registration shall not be suspended for more than thirty (30) days in any year.

32. The Company shall be entitled to charge a fee not exceeding Euro 1 on the registration of every probate, letters of administration, certificate of death or marriage, power of attorney, or other instrument.

Transmission of shares by reason of death or bankruptcy or liquidation or merger or similar event

33. In case of the death of a Member, the survivor or survivors, where the deceased was a joint holder, shall be the only persons recognized by the Company as having any title to his interest in the shares. Nothing herein contained, however, shall release the estate of a deceased joint holder from any liability in respect of any share which had been jointly held by him with other persons.

34. In case of death, bankruptcy, liquidation, merger or other similar event with respect to a Member, the legal representative of the Member who has died, been declared bankrupt, been liquidated, merged or is the object of a similar event, is entitled, if he adduces the necessary supporting evidence to be registered as the owner of the shares held by the said Member. Further, the above legal representative has the right to nominate another person to be registered as the transferee thereof.

35. In case the legal representative nominates another person to be the transferee of the relevant shares, he is under an obligation to disclose his above decision by carrying out all actions necessary for the contractual transfer of the relevant shares in favor of the person who has been so nominated. In this case, all the limitations, restrictions and provisions of these Regulations relating to the right to transfer and the registration of transfers of shares shall be applicable to any such notice or transfer as aforesaid as if the death or bankruptcy or liquidation or merger or similar event with respect to the Member had not occurred and the notice or transfer was part of the process of a contractual transfer signed by that Member.

36. Any legal representative who would acquire a right over shares by reason of the death or bankruptcy or liquidation or merger or similar event with respect to the holder shall be entitled to the same dividends and other benefits to which he would be entitled if he were the registered holder of the relevant shares, except that he shall not, before being registered as a Member in respect of the said shares, be entitled in respect of them to exercise any right conferred by virtue of being a Member in relation to General Meetings of the Company. Provided always that the Board may at any time give notice requiring any such person to elect, the latest, within ninety (90) days either to be registered himself or to transfer the relevant shares.

37. In case the notice referred to in Regulation 36 above is not complied with within the ninety (90) day period, the Board may thereafter withhold payment of all dividends, bonuses or other moneys payable in respect of the shares until the requirements of the notice have been complied with.

Forfeiture of shares

38. If a Member fails to pay any call or installment of a call on the day appointed for payment thereof, the Board may, at any time thereafter during such time as any part of the call or installment remains unpaid, serve a notice on him requiring payment of so much of the call or installment as is unpaid, together with any interest which may have accrued.

39. The notice shall name a further day (not earlier than the expiration of fourteen (14) days from the date of service of the notice) on or before which the payment required by the notice is to be made, and shall state that in the event of non-payment at or before the time appointed, the shares in respect of which the call was made will be liable to be forfeited.

40. If the requirements of any such notice as aforesaid are not complied with, any share in respect of which the notice has been given may at any time thereafter, before the payment required by the notice has been made, be forfeited by a resolution of the Board to that effect.

41. A forfeited share may be sold or otherwise disposed of on such terms and in such manner as the Board thinks fit, and at any time before a sale or disposition the forfeiture may be cancelled on such terms as the Board thinks fit.

42. A person whose shares have been forfeited shall cease to be a Member in respect of the forfeited shares, but shall, notwithstanding, remain liable to pay to the Company all moneys which, at the date of forfeiture, were payable by him to the Company in respect of the shares, but his liability shall cease if and when the Company shall have received payment in full of all such moneys in respect of the shares.

43. A statutory declaration in writing that the declarant is a Director or the Secretary, and that a share in the Company has been duly forfeited on a date stated in the declaration, shall be conclusive evidence of the facts therein stated as against all persons claiming to be entitled to the share. The Company may receive the consideration, if any, given for the share on any sale or disposition thereof and may execute a transfer of the share in favour of the person to whom the share is sold or disposed of and he shall thereupon be registered as the holder of the share, and shall not be bound to see to the application of the purchase money, if any, nor shall his title to the share be affected by any irregularity or invalidity in the proceedings in reference to the forfeiture, sale or disposal of the share.

44. The provisions of these Regulations as to forfeiture shall apply in the case of nonpayment of any sum which, by the terms of issue of a share, becomes payable at a fixed time, whether on account of the nominal value of the shares or by way of premium, as if the same had been payable by virtue of a call duly made and notified.

Alteration of capital

45. The Company may from time to time by Ordinary Resolution increase the share capital by such sum, to be divided into shares of such amount, as the said resolution shall prescribe.

46. The Company may by Ordinary Resolution:

- (a) consolidate and divide all or any of its share capital into shares of larger amount than its existing shares;
- (b) subdivide its existing shares, or any of them, into shares of smaller amount than is fixed by the memorandum of association subject, nevertheless, to the provisions of section 60 (1) (d) of the Law;
- (c) cancel any shares which, at the date of the passing of the resolution, have not been taken or agreed to be taken by any person.

47. The Company may by Special Resolution reduce its share capital, any capital redemption reserve fund or any share premium account in any manner and with, and subject to, any incident authorised, and consent required, by law.

General meetings

48. The Company shall in each year hold a General Meeting as its Annual General Meeting in addition to any other General Meetings in that year, and shall specify the General Meeting as such in the notices calling it, and not more than fifteen (15) months shall elapse between the date of one Annual General Meeting of the Company and that of the next.

Provided that so long as the Company holds its first Annual General Meeting within eighteen (18) months of its incorporation, it need not hold it in the year of its incorporation or in the following year. The Annual General Meeting shall be held at such time and place as the Board shall appoint.

49. All General Meetings other than Annual General Meetings shall be called "Extraordinary General Meetings".

50. The Board may, whenever it thinks fit, convene an Extraordinary General Meeting. An Extraordinary General Meeting shall also be convened by the Board on such requisition by Members, according to the provisions of section 126 of the Law or, in default, by such requisitionists themselves.

Notice of General Meetings

51. An Annual General Meeting and a General Meeting called for the passing of a Special Resolution shall be called by twenty-one (21) days' notice in writing at the least. The remaining of the General Meetings of the Company shall be called by fourteen days' (14) notice in writing at the least. The notice shall be exclusive of the day on which it is served or

deemed to be served and of the day for which it is given, and shall specify the place, the date and the hour of the General Meeting and, in case of special business, the general nature of that business and shall be given in manner hereinafter mentioned or in such other manner, if any, as may be prescribed by the General Meetings to such persons as are, under these Regulations, entitled to receive such notices from the Company.

A General Meeting may be held via a conference call or other means whereby persons present may simultaneously hear and be heard by all the other persons present and the persons who participate in such a manner are considered to be present at the General Meeting. In such a case the meeting shall be deemed to have taken place where the Secretary of the General Meeting is situated.

Provided that a General Meeting of the Company shall, notwithstanding that it is called by shorter notice than that specified in this Regulation, be deemed to have been duly called if it is so agreed:

(a) in the case of a General Meeting called as the Annual General Meeting, by all the Members entitled to attend and vote thereat; and

(b) in the case of any other General Meeting, by majority in number of the Members having a right to attend and vote at the General Meeting, being a majority together holding not less than ninety five (95) per cent in nominal value of the shares giving that right.

52. The accidental omission to give notice of a General Meeting to, or the non-receipt of such a notice by, any person entitled to receive such notice, shall invalidate the proceedings at that General Meeting.

Proceedings at General Meetings

53. All business shall be deemed special that is transacted at an Extraordinary General Meeting, and also all that is transacted at an Annual General Meeting, with the exception of declaring a dividend, the consideration of the accounts, balance sheets and the reports of the Board and Auditors, the election of Directors in the place of those retiring and the appointment of, and the fixing of the remuneration of, the Auditors.

54. No business shall be transacted at any General Meeting unless a quorum of Members is present at the time when the General Meeting proceeds to business; save as herein otherwise provided, two (2) Members present in person or by proxy shall be a quorum. At all times when the Company has one (1) and only Member, one (1) Member present at the General Meeting in person or by proxy shall be a quorum.

55. If within half an hour from the time appointed for the General Meeting a quorum is not present, the General Meeting, if convened upon the requisition of Members, shall be dissolved; in any other case it shall stand adjourned to the same day in the next week, at the same time and place or to such other day and at such other time and place as the Board may determine, and if at the adjourned General Meeting a quorum is not present within half an hour from the time appointed for the General Meeting, the Members present shall be a quorum.

56. The Chairman, if any, shall preside as chairman at every General Meeting of the Company, or if there is no such Chairman, or if he shall not be present within fifteen (15) minutes after the time appointed for the holding of the General Meeting or is unwilling to act, the Directors present shall elect one of their number to be chairman of the General Meeting.

57. If at any General Meeting no Director is willing to act as chairman or if no Director is present within fifteen (15) minutes after the time appointed for holding the General Meeting, the Members present shall choose one of their number to be chairman of the General Meeting.

58. The chairman may, with the consent of any General Meeting at which a quorum is present (and shall if so directed by the General Meeting), adjourn the General Meeting from time to time and from place to place, but no other business shall be transacted at any adjourned General Meeting other than the business left unfinished at the General Meeting from which the adjournment took place. When a General Meeting is adjourned for thirty (30) days or more, notice of the adjourned General Meeting shall be given as in the case of an original General Meeting. Save as aforesaid it shall not be necessary to give any notice of an adjournment or of the business to be transacted at an adjourned General Meeting.

59. At any General Meeting any resolution put to the vote of the General Meeting shall be decided on a show of hands unless a poll is (before or on the declaration of the result of the show of hands) demanded by a Member or Members who hold shares in the Company which provide voting rights at a General Meeting for which the full amount paid equals at least to one tenth (1/10) of the overall amount paid for all of the shares which provide voting rights at a General Meeting.

Unless a poll be so demanded, a declaration by the chairman that a resolution has on a show of hands been carried or carried unanimously, or by a particular majority, or lost and an entry to that effect in the book containing the minutes of the proceedings of the Company shall be conclusive evidence of the fact without proof of the number or proportion of the votes recorded in favour of or against such resolution.

The demand for a poll may be withdrawn.

60. Except as provided in Regulation 62, if a poll is duly demanded, it shall be taken in such manner as the chairman directs, and the result of the poll shall be deemed to be the resolution of the General Meeting at which the poll was demanded.

61. In the case of an equality of votes, whether on a show of hands or on a poll, the chairman of the General Meeting shall not have a second or "casting vote".

62. A poll demanded on the election of a chairman or on a question of adjournment of the General Meeting shall be taken forthwith. A poll demanded on any other question shall be taken at such time as the chairman of the General Meeting directs, and any business other than upon which a poll has been demanded may be proceeded with, pending the taking of the poll.

Votes of members

63. Subject to any rights or restrictions for the time being attached to any class or classes of shares, on a show of hands every Member present in person shall have one (1) vote, and on a poll every Member shall have one (1) vote for each share of which he is the holder.

64. In the case of joint holders the vote of the senior who tenders a vote, whether in person or by proxy, shall be accepted to the exclusion of the votes of the other joint holders; and for this purpose seniority shall be determined by the order in which the names stand in the register of Members.

65. A Member of unsound mind, or in respect of whom an order has been made by any Court having jurisdiction in lunacy, may vote, whether on a show of hands or on a poll, by the administrator of his property, his committee, receiver, curator bonis, or other person in the nature of an administrator, committee, receiver or curator bonis appointed by that Court, and any such administrator, committee, receiver, curator bonis or other person may, on a poll, vote by proxy.

66. No Member shall be entitled to vote at any General Meeting unless all calls or other sums presently payable by him in respect of shares in the Company have been paid.

67. No objection shall be raised to the qualification of any voter except at the General Meeting or adjourned General Meeting at which the vote objected to is given or tendered and every vote not disallowed at such General Meeting shall be valid for all purposes. Any such objection made in due time shall be referred to the chairman of the General Meeting whose decision shall be final and conclusive.

68. On a poll, the Members who have a right to vote can vote either personally or by proxy. In such a case, the authorisation granted to a proxy need not be the same for all the shares in relation to which the proxy is being appointed by the Member.

69. The instrument appointing a proxy shall be in writing under the hand of the appointer or of his attorney duly authorised in writing, or, if the appointer is a corporation, either under seal or under the hand of an officer or attorney duly authorised. A proxy need not be a Member of the Company.

70. The instrument appointing a proxy and the power of attorney or other authority, if any, under which it is signed or a notarially certified copy of that power or authority shall be deposited at the registered office of the Company or at such other place within Cyprus as is specified for that purpose in the notice convening the General Meeting, at any time before the time for holding the General Meeting or adjourned General Meeting, at which the person named in the instrument proposes to vote, or, in the case of a poll, at any time before the time appointed for the taking of the poll, and in default the instrument of proxy shall not be treated as valid.

71. An instrument appointing a proxy shall be in the following form or a form as near thereto as circumstances admit:

“(Name of the Company) Limited

I/We..., of

being a Member/Members of the above-named Company, hereby appoint... of,

or failing him of ,

as my/our proxy to vote for me/us or on my/our behalf at the (Annual or Extraordinary, as the case may be) General Meeting of the Company, to be held on the day of ..., 20 , and at any adjournment thereof.

Signed this day of ..., 20 .”

72. Where it is desired to afford Members an opportunity of voting for or against a resolution the instrument appointing a proxy shall be in the following form or a form as near thereto as circumstances admit:

“(Name of the Company) Limited.

I/We, ..., of

being a Member/Members of the above-named Company, hereby appoint..., of

or failing him.... of,

as my/our proxy to vote for me/us or on my/our behalf at the (Annual or Extraordinary, as the case may be) General Meeting of the Company, to be held on the day of , 20 , and at any adjournment thereof.

Signed this day of 20 .

This form is to be used in favour of/* against the resolution. Unless otherwise instructed, the proxy will vote as he thinks fit.

*Strike out whichever is not desired in this case.”

73. The instrument appointing a proxy shall be deemed to confer authority to demand or join in demanding a poll.

74. A vote given in accordance with the terms of an instrument of proxy shall be valid notwithstanding the previous death or insanity of the principal or revocation of the proxy or of the authority under which the proxy was executed or the transfer of the share in respect of which the proxy is given, provided that no intimation in writing of such death, insanity, revocation or transfer as aforesaid shall have been received by the Company at its office before the commencement of the General Meeting or adjourned General Meeting at which the proxy is used.

75. Subject to the provisions of the Law, a resolution in writing signed or approved by letter, email or facsimile by each Member for the time being entitled to receive notice of and to attend and vote at General Meetings (or being corporations by their duly authorised representatives) shall be as valid and effective as if the same had been passed at a General Meeting of the Company duly convened and held. Any such resolution may consist of several documents in the like form each signed by one or more of the Members or their attorneys, and signature in the case of a corporate body which is a Member shall be sufficient if made by a director or other authorised officer thereof or its duly appointed attorney.

Corporations acting by representatives at General Meetings

76. Any corporation which is a Member of the Company may by resolution of its board of directors or other governing body authorise such person as it thinks fit to act as its representative at any General Meeting of the Company or of any class of Members of the Company, and the person so authorised shall be entitled to exercise the same powers on behalf of the corporation which he represents, as that corporation could exercise if it were an individual Member of the Company.

Board of Directors

77. Unless and until otherwise determined by the Company in General Meeting the number of Directors shall be five (5).

78. The remuneration of the Directors shall from time to time be determined by the Company in General Meeting. Such remuneration shall be deemed to accrue from day to day. The Directors may also be paid all traveling, hotel and other expenses properly incurred by them in attending and returning from meetings of the Board or any committee of the Board or General Meetings of the Company or in connection with the business of the Company.

79. The shareholding qualification for Directors may be fixed by the Company in General Meeting, and unless and until so fixed no qualification shall be required.

80. The Directors of the Company may be or become members of the board of directors or other officers of, or otherwise be interested in any company promoted by the Company or in which the Company may be interested as a shareholder or otherwise, and no such Director shall be accountable to the Company for any remuneration or other benefits received by him as a director or officer of, or from his interest in, such other company unless the Company otherwise directs.

Borrowing powers

81. The Directors may exercise all the powers of the Company to borrow or raise money without limitation or to guarantee and to mortgage, pledge, assign or otherwise charge its undertaking, property, assets, rights, choses in action and book debts, receivables, revenues and uncalled capital or any part thereof and to issue and create debentures, debenture stock, mortgages, pledges, assignments, charges or other securities as security for any debt, liability or obligation of the Company or of any third party.

Powers and Duties of the board of directors

82. The business of the Company shall be managed by the Board, who may pay all expenses incurred in promoting and registering the Company, and may exercise all such powers of the Company as are not, by the Law or by these Regulations, required to be exercised by the Company in General Meeting, subject, nevertheless to any of these Regulations, to the provisions of the Law and to such Regulations, being not inconsistent with the aforesaid Regulations or provisions as may be prescribed by the Company in General Meeting. But no Regulation made by the Company in General Meeting shall invalidate any prior act of the Board which would have been valid if that Regulation had not been made.

83. Notwithstanding any other provision in the present Regulations, but subject, always, to the provisions of Cyprus Law, every agreement or any other document signed on behalf of the Company shall be signed by at least two Directors, at least one being a Director A.

84. The Board may from time to time and at any time appoint any company, firm or person or body of persons, whether nominated directly or indirectly by the Board, to be the authorised representative or attorney of the Company for such purposes and with such powers, authorities and discretions (not exceeding those vested in or exercisable by the Board under these Regulations) and for such period and subject to such conditions as it may think fit, and any such authorisation or power of attorney may contain such provisions for the protection and convenience of persons dealing with any such authorised representative or attorney as the Board may think fit and may also authorise the aforementioned authorised representative or attorney to delegate all or any of the powers, authorities and discretions vested in him.

85. The Company may exercise the powers conferred by section 36 of the Law with regard to having an official Seal for use abroad, and such powers shall be vested in the Board.

86. The Company may exercise the powers conferred upon the Company by the Law with regard to the keeping of a register outside Cyprus, and the Board may (subject to the provisions of the Law) make and vary regulations as it may think fit with respect to the keeping of any such register.

87. (1) A Director who is in any way, whether directly or indirectly, interested in a contract or proposed contract with the Company shall declare the nature of his interest at a meeting of the Board in accordance with section 191 of the Law.

(2) The Directors may vote in respect of any contract or proposed contract notwithstanding that they may be interested therein and if they do so their vote shall be counted and they may be counted in the quorum at any meeting of the Board at which any such contract or proposed contract or arrangement shall come before the meeting for consideration.

(3) The Directors may hold any other office or place of profit under the Company (other than the office of Auditor) in conjunction with their office of Director for such period and on such terms (as to remuneration and otherwise) as the Board may determine and no Director or intending Director shall be disqualified by his office from contracting with the Company either with regard to his tenure of any such other office or place of profit or as vendor, purchaser or otherwise, nor shall any such contract, or any contract or arrangement entered into by or on behalf of the Company in which any Director is in any way interested, be liable to be avoided, nor shall any Directors so contracting or being so interested be liable to account to the Company for any profit realised by any such contract or arrangement by reason of such Directors holding that office or of the fiduciary relation thereby established.

(4) The Directors may act in a professional capacity by themselves or through the firm to which they belong for the Company, and they or the firm to which they belong to shall be entitled to remuneration for their professional services, without taking into account their capacity as Directors. Provided that nothing herein contained shall authorise a Director or the firm to which he belongs to act as Auditors of the Company.

88. All cheques, promissory notes, drafts, bills of exchange, and other negotiable instruments, and all receipts for moneys paid to the Company, shall be signed, drawn, accepted, endorsed, or otherwise executed, as the case may be, in such manner as the Board shall from time to time by resolution determine.

89. The Board shall cause minutes to be made in books provided for the purpose:-

- (a) of all appointments of officers made by the Board;
- (b) of the names of the Directors present at each meeting of the Board and of any committee of the Board; and
- (c) of all resolutions and proceedings at all General Meetings, of meetings of the Board, and of committees of the Board.

Pensions

90. The Board may grant retirement pensions or annuities or other gratuities or allowances, including allowances on death, to any person or persons in respect of services rendered by him or them to the Company whether as managing Directors or in any other office or employment under the Company or indirectly as officers or employees of any subsidiary or Affiliate company of the Company, notwithstanding that he or they may be or may have been a Director of the Company and the Company may make payments towards insurance, trusts, schemes or funds for such purposes in respect of such person or persons and may include rights in respect of such pensions, annuities and allowances in the terms of engagement of any such person or persons.

Disqualification of directors

91. The office of any of the Directors shall be vacated if the Director:

- (a) ceases to be a Director by virtue of section 176 of the Law; or
- (b) becomes bankrupt or makes any arrangement or composition with his creditors generally; or
- (c) becomes prohibited from being a Director by reason of any order made under section 180 of the Law; or
- (d) becomes of unsound mind; or
- (e) resigns his office by notice in writing to the Company.

Appointment of additional directors and Removal of directors

92. The Board shall have power at any time, and from time to time, to appoint any person to be a Director, either to fill a vacancy or as an addition to the existing Directors, but so that the total number of Directors shall not at any time exceed the number fixed in accordance with these Regulations. Any Director so appointed shall hold office only until the next following Annual General Meeting, and shall then be eligible for re-election.

93. The Company may by Ordinary Resolution, of which special notice has been given in accordance with section 136 of the Law, remove any Director before the expiration of his period of office notwithstanding anything in these Regulations or in any agreement between the Company and such Director. Such removal shall be without prejudice to any claim such Director may have for damages for breach of any contract of service between him and the Company.

94. At any time, and from time to time, the Company may (without prejudice to the powers of the Board under Regulation 92) by Ordinary Resolution appoint any person as Director and determine the period for which such person is to hold office.

95. At any time, and from time to time, the Company may by Ordinary Resolution designate two Directors as the “Directors A” and the first “Directors A” shall be designated in the same way.

Proceedings of meetings of the board

96. The Board may meet together for the despatch of business, adjourn, and otherwise regulate its meetings as it thinks fit and questions arising at any meeting shall be decided by a simple majority of votes including at all times the positive vote of at least an A Director. In case of equality of votes the Chairman shall not have a second or casting vote. Any Director may, and the secretary on the requisition of a Director shall, at any time summon a meeting of the Board. It shall be necessary to give at least a ninety six (96) hour notice of a meeting of the Board to any Director. A meeting may be held by telephone or other means whereby all persons present may at the same time hear and be heard by everybody else present and persons who participate in this way shall be considered present at the meeting. In such case the meeting shall be deemed to be held where the secretary of the meeting is located. All Board and committee meetings shall take place in Cyprus where the management and control of the Company shall rest.

97. The quorum necessary for the transaction of the business of the Board may be fixed by the Board, and unless so fixed shall be three (3) Directors including at least one Director A.

98. The continuing Directors may act notwithstanding any vacancy in their body, but, if and so long as their number is reduced below the number fixed by or pursuant to these Regulations as the necessary quorum of Board meetings, the continuing Directors may act for the purpose of increasing the number of Directors to that number, or of summoning a General Meeting, but for no other purpose.

99. The Board may elect a Chairman of its meeting and determine the period for which he is to hold office; but if no such Chairman is elected, or if at any meeting the Chairman is not present within fifteen (15) minutes after the time appointed for holding the same, the Directors present may choose one of their number to be Chairman of the meeting.

100. The Board may delegate any of its powers to a committee or committees consisting of one or more Directors as the Board thinks fit; any committee so formed shall in the exercise of the powers so delegated conform to any regulations that may be imposed on it by the Board, as to its powers, constitution, proceedings, quorum or otherwise.

101. A committee may elect a chairman of its meetings; if no such chairman is elected, or if at any meeting the chairman is not present within fifteen (15) minutes after the time appointed for holding the same, the members present may choose one of their number to be chairman of the meeting.

102. Subject to any regulations imposed on it by the Board, a committee may meet and adjourn as it thinks proper and questions arising at any meeting shall be determined by a majority of votes of its members present.

103. All acts done by any meeting of the Board or of a committee of Board or by any person acting in his capacity as a Director shall, notwithstanding that it be afterwards discovered that there was some defect in the appointment of any such Director or person acting as aforesaid, or that they or any of them were disqualified, be as valid as if every such person had been duly appointed and was qualified to be a Director.

104. A resolution in writing signed or approved by letter, email or facsimile by each Director or his alternate shall be as valid and effectual as if it had been passed at a meeting of the Board or a committee duly convened and held and when signed may consist of several documents each signed by one or more of the persons aforesaid.

Alternate directors

105. (a) Each Director shall have power from time to time to nominate another Director or any person not being a Director, to act as his alternate Director, either to act for a specific purpose or in general and at his discretion to remove such alternate Director.

(b) An alternate Director shall (except as regards power to appoint an alternate Director and remuneration) be subject in all respects to the terms and conditions existing with reference to the Directors, and shall be entitled to receive notices of all meetings of the Directors and to attend, speak and vote at any such meeting at which his appoint or Director is not present.

(c) One person may act as alternate Director to more than one Director and while he is so acting shall be entitled to a separate vote for each Director he is representing and, if he is himself a Director, his vote or votes as an alternate Director shall be in addition to his own vote.

(d) Any appointment or removal of an alternate Director may be made by letter, email, facsimile or in any other manner approved by the Board. Any email or facsimile shall be confirmed as soon as possible by letter but may be acted upon by the Company meanwhile.

(e) If a Director making any such appointment as aforesaid shall cease to be a Director otherwise than by reason of vacating his office at a General Meeting at which he is re-elected, the person appointed by him shall thereupon cease to have any power or authority to act as an alternate Director.

(f) An alternate Director shall not be taken into account in reckoning the minimum or maximum number of Directors allowed for the time being but he shall be counted for the purpose of reckoning whether a quorum is present at any meeting of the Board attended by him at which he is entitled to vote.

Managing director

106. The Board may from time to time appoint one or more Directors to the office of managing Director for such period and on such terms as it thinks fit, and, subject to the terms of any agreement entered into in any particular case, may revoke such appointment. His appointment shall be automatically terminated if he ceases for any cause to be a Director.

107. A managing Director shall receive such remuneration (whether by way of salary, commission or participation in profits, or partly in one way and partly in another) as the Board may determine.

108. The Board may entrust to and confer upon a managing Director any of the powers exercisable by them upon such terms and conditions and with such restrictions as it may think fit, and either collaterally with or to the exclusion of their own powers and may from time to time revoke, withdraw, alter or vary all or any of such powers.

Secretary

109. The Secretary shall be appointed by the Board for such term, at such remuneration and upon such conditions as it may think fit; and any Secretary so appointed may be removed by it.

110. No person shall be appointed or hold office as Secretary who is:

- (a) the sole Director of the Company; or
- (b) a corporation the sole director of which is at the same time the sole Director of the Company; or
- (c) the sole director of a corporation which is the sole Director of the Company.

These restrictions shall not apply at all times when the Company has one and only Member.

111. A provision of the Law or these Regulations requiring or authorising a thing to be done by or to a Director and the Secretary shall not be satisfied by its being done by or to the same person acting both as Director and as, or in place of, the Secretary. The present Regulation shall not apply at all times when the Company has one and only Member.

The seal

112. The Board shall provide for the safe custody of the Seal, which shall only be used by the authority of the Board or of a committee of the Board authorised by the Board in that behalf, and every instrument to which the Seal shall be affixed shall be signed by a Director or his alternate and shall be countersigned by the Secretary or by a second Director or his alternate or by some other person appointed by the Board for this purpose.

Dividends and Reserve

113. The Company in General Meeting may declare dividends, but no dividend shall exceed the amount recommended by the Board.

114. The Board may from time to time distribute to the Members such interim dividends as appear to the Board to be justified by the profits of the Company.

115. No dividend shall be declared otherwise than out of profits.

116. The Board may, before recommending any dividend, set aside out of the profits of the Company such sums as it thinks proper as a reserve or reserves which shall, at the discretion of the Board, be applicable for any purpose to which the profits of the Company may be properly applied, and pending such application may, at the like discretion, either be employed in the business of the Company or be invested in such investments (other than shares of the Company) as the Board may from time to time think fit. The Board may also without placing the same to the reserve carry forward any profits which it may think prudent not to distribute.

117. Subject to the rights of persons, if any, entitled to shares with special rights as to dividends, all dividends shall be declared and distributed according to the amounts distributed or credited as distributed on the shares in respect whereof the dividend is distributed, but no amount distributed or credited as distributed on a share in advance of calls shall be treated for the purposes of this Regulation as distributed on the share. All dividends shall be apportioned and distributed proportionately to the amounts distributed or credited as distributed on the shares during any portion or portions of the period in respect of which the dividend is distributed; but if any share is issued on terms providing that it shall rank for dividend as from a particular date such share shall rank for dividend accordingly.

118. The Board may deduct from any dividend distributable to any Member all sums of money (if any) presently payable by him to the Company on account of calls or otherwise in relation to the shares of the Company.

119. When the Company declares a dividend or bonus according to the present Regulations, it may direct payment of such dividend or bonus wholly or partly by the distribution of specific assets and in particular of paid up shares, debentures or debenture stock of any other company or in any one or more of such ways, and the Board shall give effect to such resolution, and where any difficulty arises in regard to such distribution, the Board may settle the same as it thinks expedient, and in particular may issue fractional certificates and fix the value for distribution of such specific assets or any part thereof and may determine that cash payments shall be made to any Members upon the footing of the value so fixed in order to adjust the rights of all parties, and may vest any such specific assets in trustees as may seem expedient to the Board.

120. Any dividend, interest or other moneys distributed in cash in respect of shares may be distributed by cheque or warrant sent through the post directed to the registered address of the holder or, in the case of joint holders, to the registered address of that one of the joint holders who is first named in the register of Members or to such person and to such address as the holder or joint holders may in writing direct. Every such cheque or warrant shall be made payable to the order of the person to whom it is sent. Any one of two or more joint holders may give effectual receipts for any dividends, bonuses or other moneys distributable in respect of the shares held by them as joint holders.

121. No dividend shall bear interest against the Company.

Accounts

122. The Board shall cause proper books of account to be kept with respect to:

(a) all sums of money received and expended by the Company and the matters in respect of which the receipt and expenditure takes place;

(b) all sales and purchases of goods by the Company; and

(c) the assets and liabilities of the Company.

Proper books shall not be deemed to be kept if there are not kept such books of account as are necessary to give a true and fair view of the state of the Company's affairs and to explain its transactions.

123. The books of account shall be kept at the registered office of the Company, or, subject to section 141(3) of the Law, at such other place or places as the Board thinks fit, and shall always be open to the inspection of the Directors.

124. The Board shall from time to time determine whether and to what extent and at what times and places and under what conditions or regulations the accounts and books of the Company or any of them shall be open to the inspection of Members not being Directors and no Member (not being a Director) shall have any right of inspecting any account or book or document of the Company except as conferred by statute or authorised by the Board or by the Company in General Meeting.

125. The Board shall from time to time, in accordance with sections 142 and 151 of the Law, cause to be prepared and to be laid before the Company in General Meeting such profit and loss accounts, balance sheets, group accounts (if any) and reports as are referred to in the aforesaid sections.

126. A copy of every balance sheet (including every document required by law to be annexed thereto) which is to be laid before the Company in General Meeting, together with a copy of the Auditors' report shall, not less than twenty-one (21) days before the date of the General Meeting, be sent to every Member of, and every holder of debentures of the Company and to every person registered under Regulation 34:

Provided that this Regulation shall not require a copy of those documents to be sent to any person of whose address the Company is not aware or to more than one of the joint holders of any shares or debentures.

Capitalisation of profits

127. The Company in General Meeting may upon the recommendation of the Board resolve that it is desirable to capitalise any part of the amount for the time being standing to the credit of any of the Company's reserve accounts or to the credit of the profit and loss account or otherwise available for distribution, and accordingly that such sum be set free for distribution, amongst the Members who would have been entitled thereto if distributed by way of dividend and in the same proportions on condition that the same be not paid in cash but be applied either in or towards paying up any amounts for the time being unpaid on any shares held by such Members respectively or paying up in full unissued shares or debentures of the Company to be allotted, distributed and credited as fully paid up to and amongst such Members in the proportions aforesaid, or partly in the one way and partly in the other, and the Board shall give effect to such resolution:

Provided that the share premium account and the capital redemption reserve fund may, for the purposes of this Regulation, only be applied in the paying up of unissued shares to be issued to Members of the Company as fully paid bonus shares.

128. Whenever such a resolution as aforesaid shall have been passed, the Board shall make all appropriations and applications of the undivided profits resolved to be capitalised thereby, and all allotments and issues of fully paid up shares or debentures, if any, and generally shall do all acts and things required to give effect thereto, with full power to the Board to follow such provisions by the issue of fractional certificates or by payment in cash or otherwise as it thinks fit for the case of shares or debentures becoming distributable in fractions and also to authorise any person to enter on behalf of all the Members entitled thereto into an agreement with the Company providing for the allotment to them respectively, credited as fully paid up, of any further shares or debentures to which they may be entitled upon such capitalisation, or (as the case may require) for the payment up by the Company on their behalf, by the application thereto of their respective proportions of the profits resolved to be capitalised, of the amounts or any part of the amounts remaining unpaid on their existing shares, and any agreement made under such authority shall be effective and binding on all such Members.

Audit

129. Auditors shall be appointed and their duties regulated in accordance with the Law.

Notices

130. A notice may be given by the Company to its Members either personally or by sending it by post, email or facsimile to them or to their registered address. Where a notice is sent by post, service of the notice shall be deemed to be effected, provided that it has been properly mailed, addressed, and posted, at the expiration of twenty-four (24) hours after same is posted. Where a notice is sent by email or facsimile it shall be deemed to be effected as soon as it is sent, provided in the event of email there is no notification of non-receipt and in the event of facsimile there will be the relevant transmission confirmation.

131. A notice may be given by the Company to the joint holders of a share by giving the notice to the joint holder first named in the register of Members in respect of the share.

132. A notice may be given by the Company to the persons entitled to a share in consequence of the death or bankruptcy of a Member by sending it through the post in a prepaid letter addressed to them by name, or by the title of representative of the deceased, or trustee of the bankrupt, or by any like descriptions, at the address, if any, supplied for the purpose by the persons claiming to be so entitled, or (until such an address has been so supplied) by giving the notice in any manner in which the same might have been given if the death or bankruptcy had not occurred.

133. Notice of every General Meeting shall be given in any manner herein-before authorised to:

(a) every Member except those Members who have not supplied to the Company a registered address for the giving of notices to them;

(b) every person upon whom the ownership of a share devolves by reason of his being a legal personal representative or a trustee in bankruptcy of a Member where the Member but for his death or bankruptcy would be entitled to receive notice of the General Meeting; and

(c) the Auditors.

No other person shall be entitled to receive notices of General Meetings.

Winding up

134. If the Company shall be wound up the liquidator may, with the sanction of a Special Resolution and any other sanction required by the Law, divide amongst the Members in specie or kind the whole or any part of the assets of the Company (whether they shall consist of property of the same kind or not) and may for such purpose set such value as he deems reasonable upon any property to be divided as aforesaid and may determine how such division shall be carried out as between the Members or different classes of Members. The liquidator may, with the like sanction, vest the whole or any part of such assets in trustees upon such trusts for the benefit of the contributories as the liquidator, with the like sanction, shall think fit, but so that no Member shall be compelled to accept any shares or other securities whereon there is any liability.

Indemnity

135. Every Director or other officer for the time being of the Company shall be indemnified out of the assets of the Company against any losses or liabilities which he may sustain or incur in or about the execution of his duties including liability incurred by him in defending any proceedings whether civil or criminal in which judgment is given in his favour or in which he is acquitted or in connection with any application under section 383 of the Law in which relief is granted to him by the Court and no Directors or officers of the Company shall be liable for any loss, damage or misfortune which may happen to or be incurred by the Company in the execution of the duties of his office or in relation thereto. But this Regulation shall only have effect insofar as its provisions are not avoided by section 197 of the Law.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 1^{er} mars 2013. Relation : EAC/2013/2870. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013038688/1136.

(130047687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2013.

FirstRing S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 176.010.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the fifteen day of March,
before Us, Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Alfa Finance Holdings S.A., a British Virgin Islands public limited liability company (société anonyme) existing under the laws of British Virgin Islands with registered office at Trident Chambers, P.O. Box 146, RoadTown, Tortola, British Virgin Islands, registered with the Registrar of Corporate Affairs of the British Virgin Islands under number 1567809,

here represented Mr Frank Stolz-Page, private employee, residing professionally at 13, avenue François Clément, L-5612 Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

by virtue of a proxy given under private seal on 15 March 2013.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows, the articles of incorporation of a public limited liability company (société anonyme), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Corporate object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "FirstRing S.A." (the Company). The Company is a public limited liability company (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of directors (the Board). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of shareholders (the General Meeting), acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of intellectual property rights of any nature or origin whatsoever. It may open branches in Luxembourg and abroad.

3.2. The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may acquire participations in loans and/or lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant securities in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

3.3. The Company may employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may generally carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The subscribed share capital is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000) represented by thirty-one thousand (31,000) shares (hereinafter individually referred to as "Share" or collectively referred to as "Shares") with a par value of one euro (EUR 1), each.

5.2. The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution adopted by the General Meeting in the manner required for amendment of the Articles.

5.3. In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. Any share premium paid on the subscription of given shares shall always

remain attached to the shares on which it has been paid and shall be reimbursed exclusively to the owners of such shares. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares.

- 6.1. The Shares may be created as registered or bearer shares at the option of the shareholders.
- 6.2. The Shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per Share.
- 6.3. The Company may redeem its own Shares, to the extent and under the terms permitted by the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of directors.

7.1. Composition of the board of directors

- (i) The Company is managed by a Board composed of at least three (3) members, who need not to be shareholders.
- (ii) The General Meeting appoints the directors and determines their number, remuneration and the term of their office. Directors cannot be appointed for more than six (6) years and are re-eligible. The General Meeting may decide to qualify the appointed directors as category A directors (the Category A Directors) and category B directors (the Category B Directors).
- (iii) Directors may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the General Meeting.
- (iv) If a legal entity is appointed as a director, it must appoint a permanent representative who represents such entity in its duties as a director. The permanent representative is subject to the same rules and incurs the same liabilities as if it had exercised its functions in its own name and on its own behalf, without prejudice to the joint and several liability of the legal entity which it represents.
- (v) Should the permanent representative be unable to perform its duties, the legal entity must immediately appoint another permanent representative.
- (vi) If the office of a director becomes vacant, the majority of the remaining directors may fill the vacancy on a provisional basis until the final appointment is made by the next General Meeting.

7.2. Powers of the board of directors

- (i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.
- (ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.
- (iii) The Board is authorised to delegate the day-to-day management and the power to represent the Company in this respect, to one or more directors, officers, managers or other agents, whether shareholders or not, acting either individually or jointly. If the day-to-day management is delegated to one or several directors, the Board must report to the annual General Meeting any salary, fees and/or any other advantages granted to such director(s) during the relevant financial year.

7.3. Procedure

- (i) The Board must appoint a chairman among its members and may choose a secretary, who need not to be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of General Meetings.
- (ii) The Board meets upon the request of the chairman or any director, at the place indicated in the notice which, in principle, is in Luxembourg.
- (iii) Written notice of any meeting of the Board is given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.
- (iv) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a director, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.
- (v) A director may grant a power of attorney to any other director in order to be represented at any meeting of the Board.
- (vi) The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented including at least one Category A Director and one Category B Director in the case that the General Meeting has qualified the directors as Category A Directors and Category B Directors. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the directors present or represented including at least the consent of one Category A Director and one Category B Director in the case that the General Meeting has qualified the directors as Category A Directors and Category B Directors. The chairman has a casting vote in the event of tie. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman or all the directors present or represented at the meeting or by the secretary (if any).
- (vii) Any director may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(viii) Circular resolutions signed by all the directors are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature necessary to pass the resolutions. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

(ix) Any director having an interest conflicting with that of the Company in a transaction carried out otherwise than under normal conditions in the ordinary course of business, must advise the Board thereof and cause a record of his statement to be mentioned in the minutes of the meeting. The director concerned may not take part in these deliberations. A special report on the relevant transaction(s) is submitted to the shareholders before any vote, at the next General Meeting.

7.4. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signature of two directors or the joint signature of one Category A Director and one Category B Director in the case that the General Meeting has qualified the directors as Category A Directors and Category B Directors.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the joint or single signature of any persons to whom special signatory powers have been delegated.

Art. 8. Sole director.

8.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1), the Company may be managed by a sole director until the ordinary General Meeting following the introduction of an additional shareholder. In such case, any reference in the Articles to the Board or the directors is to be read as a reference to such sole director, as appropriate.

8.2. The transactions entered into by the Company may be recorded in minutes and, unless carried out under normal conditions in the ordinary course of business, must be so recorded when entered with its sole director having a conflicting interest.

8.3. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole director.

Art. 9. Liability of the directors. The directors may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 10. General meetings of shareholders.

10.1. The General Meeting represents all the shareholders of the Company. It has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company, unless the Articles provide otherwise.

10.2. The annual meeting will be held in Luxembourg at the place specified in the convening notices on the last Thursday of May at 10:00 a.m..

10.3. If such day is a legal holiday, the General Meeting will be held on the next following business day.

10.4. Other General Meetings may be held at such places and dates as may be specified in the respective notices of meeting.

10.5. Each shareholder may participate to the General Meetings by appointing in writing, by telecopy, email or any other similar means of communication, another person as his proxy holder.

10.6. If all shareholders are present or represented at a General Meeting and if they declare knowing the agenda, the meeting may be held without convening notice or prior publication.

Art. 11. Sole shareholder.

11.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

11.2. Any reference in the Articles to the General Meeting is to be read as a reference to such sole shareholder, as appropriate.

11.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 12. Financial year and approval of annual accounts.

12.1. The financial year begins on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

12.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the officers, directors and statutory auditors towards the Company.

12.3. One month before the annual General Meeting, the Board provides documentary evidence and a report on the operations of the Company to the statutory auditors, who then prepare a report setting forth their proposals.

12.4. The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board, exceptional circumstances so require.

12.5. After deduction of any and all of the expenses of the Company and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the Company. Of the net profits, five per cent (5%) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

12.6. The balance is at the disposal of the General Meeting.

12.7. Interim dividends may be distributed, at any time, in compliance with the Loi.

Art. 13. Statutory auditors / Réviseurs d'entreprises agréé.

13.1. The operations of the Company are supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s)) or one or several réviseur(s) d'entreprises agréé(s), when so required by law.

13.2. The General Meeting appoints the statutory auditor(s)/réviseur(s) d'entreprises agréé(s) and determines their number, remuneration and the term of their office. Statutory auditor(s)/réviseurs d'entreprise(s) agréé(s) may be re-appointed.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 14. Dissolution - Liquidation.

14.1 The Company may be dissolved by a resolution of the General Meeting.

14.2 The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the General Meeting which will specify their powers and fix their remunerations.

VII. General provisions

Art. 15.

15.1. Notices and communications are made or waived and circular resolutions are evidenced in writing, by facsimile, e-mail or any other means of electronic communication.

15.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a director in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

15.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of circular resolutions or resolutions adopted by telephone or video conference are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together, constitute one and the same document.

15.4. All matters not expressly governed by the Articles shall be determined in accordance with the Law and, subject to any non waivable provisions of the Law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitory provisions

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2013.

The first annual General Meeting shall be held in 2014.

Subscription and Payment

The Articles having thus been established, the appearing party, duly represented, declares to subscribe for all the thirty-one thousand (31,000) Shares with a par value of one euro (EUR 1) each.

All the thirty-one thousand (31,000) Shares have been paid up in cash to the extent of one hundred per cent (100%) so that the amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) is now at the free disposal of the Company, evidence hereof having been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand three hundred euro (EUR 1,300).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entire subscribed share capital, has passed the following resolutions:

1. Mr Pavel Nazariyan, born on July 30, 1972 in Russia, with professional address at 3, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, is appointed as sole director of the Company for a period which will expire on the annual General Meeting of 2014;

2. PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, existing under Luxembourg law, with registered office at 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register, under the number B 65.477, is appointed as statutory auditor of the Company for a period which will expire on the annual General Meeting of 2014;

3. The registered office of the Company is set at 3, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that, on the request of the proxyholder of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French texts, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the proxyholder of the appearing party, and signed by the latter together with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le quinzième jour du mois de mars.

Par-devant Nous, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Alfa Finance Holdings S.A., une société régie par les lois des Iles Vierges Britanniques ayant son siège social au Trident Chambers, P.O. Box 146, RoadTown, Tortola, Iles Vierges Britanniques et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés des Iles Vierges Britanniques sous le numéro 1567809,

ici représentée par Monsieur Frank Stolz-Page, employé privé, demeurant professionnellement au 13, avenue François Clément, L-5612 Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 15 mars 2013.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante, les statuts d'une société anonyme qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est «FirstRing S.A.» (la Société). La Société est une société anonyme régie par le droit du Grand-Duché de Luxembourg et, en particulier, par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil d'administration (le Conseil). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires (l'Assemblée Générale), selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit. Elle peut créer des succursales à Luxembourg et à l'étranger.

3.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra acquérir des participations dans des prêts et/ou prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties et des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

3.3. La Société peut employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre le risque crédit, le risque de change, de fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut, d'une manière générale, réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, qui lui semblent nécessaires à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs actionnaires.

II. Capital - Actions**Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000) composé de trente et un mille (31.000) actions (ci-après nommée individuellement «Action» ou collectivement «Actions») d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

5.2. Le capital social de la Société peut être augmenté ou diminué par une résolution de l'Assemblée Générale selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

5.3. En plus du capital émis il peut être établi un compte prime d'émission auquel toute prime payée sur toute action en plus de sa valeur nominale est transférée. Toute prime payée lors de la souscription des dites actions doit restée attachée aux actions avec lesquelles elle a été payée et doit être remboursée exclusivement aux détenteurs de telles actions. Le compte prime d'émission peut être utilisé pour le paiement d'actions que la Société peut racheter de ses actionnaires, pour compenser des pertes, faire des distributions aux actionnaires sous forme de dividende ou allouer des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Actions.

6.1. Les Actions peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

6.2. Les Actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par Action.

6.3. La Société peut racheter ses propres Actions dans les limites prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation**Art. 7. Conseil d'administration.**

7.1. Composition du conseil d'administration

(i) La Société est gérée par un Conseil composé d'au moins trois (3) membres, qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires.

(ii) L'Assemblée Générale nomme le(s) administrateur(s) et fixe leur nombre, leur rémunération ainsi que la durée de leur mandat. Les administrateurs ne peuvent être nommés pour plus de six (6) ans et sont rééligibles. L'Assemblée Générale peut décider de nommer les administrateurs en tant qu'administrateur(s) de catégorie A (les Administrateurs de Catégorie A) et administrateur(s) de catégorie B (les Administrateurs de Catégorie B).

(iii) Les administrateurs sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision de l'Assemblée Générale.

(iv) Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent qui représente ladite personne morale dans sa mission d'administrateur. Ce représentant permanent est soumis aux mêmes règles et encourt les mêmes responsabilités que s'il avait exercé ses fonctions en son nom et pour son propre compte, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

(v) Si le représentant permanent se trouve dans l'incapacité d'exercer sa mission, la personne morale doit nommer immédiatement un autre représentant permanent.

(vi) En cas de vacance d'un poste d'administrateur, la majorité des administrateurs restant peut y pourvoir provisoirement jusqu'à la nomination définitive, qui a lieu lors de la prochaine Assemblée Générale.

7.2. Pouvoirs du conseil d'administration

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux actionnaires sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

(iii) Le Conseil peut déléguer la gestion journalière et le pouvoir de représenter la Société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement. Si la gestion journalière est déléguée à un ou plusieurs administrateurs, le Conseil doit rendre compte à l'Assemblée Générale annuelle, de tous traitements, émoluments et/ou avantages quelconques, alloués à ce(s) administrateur(s) pendant l'exercice social en cause.

7.3. Procédure

(i) Le Conseil doit élire en son sein un président et peut désigner un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être administrateur, et qui est responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil et de l'Assemblée Générale.

(ii) Le Conseil se réunit sur convocation du président ou de tout administrateur au lieu indiqué dans l'avis de convocations qui, en principe, est à Luxembourg.

(iii) Il est donné à tous les administrateurs une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iv) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un administrateur peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant à des heures et dans des lieux fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(v) Un administrateur peut donner une procuration à tout autre administrateur afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(vi) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée comprenant au moins un Administrateur de Catégorie A et un Administrateur de Catégorie B si les administrateurs sont nommés en tant qu'Administrateurs de Catégorie A et Administrateurs de Catégorie B. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés comprenant au moins les votes d'un Administrateur de Catégorie A et un Administrateur de Catégorie B si les administrateurs sont nommés en tant qu'Administrateurs de Catégorie A et Administrateurs de Catégorie B. La voix du président est prépondérante en cas de partage des voix. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président ou par tous les administrateurs présents ou représentés à la réunion ou par le secrétaire (s'il en existe un).

(vii) Tout administrateur peut participer à une réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(viii) Des résolutions circulaires signées par tous les administrateurs sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature. Ces signatures pourront apparaître sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique et pourront être prouvées par lettre ou télécopie.

(ix) Tout administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société dans une transaction qui ne concerne pas des opérations courantes conclues dans des conditions normales est tenu d'en prévenir le Conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la réunion. L'administrateur en cause ne peut prendre part à ces délibérations. Un rapport spécial relatif à ou aux transactions concernées est soumis aux actionnaires avant tout vote, lors de la prochaine Assemblée Générale.

7.4. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers, en toutes circonstances, par la signature conjointe deux administrateurs ou par la signature conjointe d'un Administrateur de Catégorie A et un Administrateur de Catégorie B si les administrateurs sont nommés en tant qu'Administrateurs de Catégorie A et Administrateurs de Catégorie B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou unique de toutes personnes à qui des pouvoirs de signature spéciaux ont été délégués.

Art. 8. Administrateur unique.

8.1. Dans le cas où le nombre des actionnaires est réduit à un (1), la Société peut être gérée par un administrateur unique jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire suivant l'introduction d'un actionnaire supplémentaire. Dans ce cas, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux administrateurs doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet administrateur unique.

8.2. Les transactions conclues par la Société peuvent être mentionnées dans des procès-verbaux et, sauf si elles concernent des opérations courantes conclues à des conditions normales, doivent être ainsi mentionnées si elles sont intervenues avec son administrateur unique ayant un intérêt opposé.

8.3. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature de l'administrateur unique.

Art. 9. Responsabilité des administrateurs. Les administrateurs ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Actionnaire(s)

Art. 10. Assemblée générale des actionnaires.

10.1. L'Assemblée Générale représente tous les actionnaires de la Société. Elle dispose des pouvoirs les plus larges pour décider, mettre en oeuvre ou ratifier les actes en relation avec les opérations de la Société, à moins que les statuts n'en disposent autrement.

10.2. L'Assemblée Générale annuelle se réunit dans la ville de Luxembourg à l'endroit indiqué dans les convocations, le dernier jeudi de mai à 10.00 heures.

10.3. Si ce jour est un jour férié légal, l'Assemblée Générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

10.4. Les autres Assemblées Générales pourront se tenir au lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation.

10.5. Chaque actionnaire pourra prendre part aux Assemblées Générales en désignant par écrit, par télécopie, e-mail, ou tout autre moyen de communication similaire une autre personne comme mandataire.

10.6. Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une Assemblée Générale, et s'ils déclarent avoir connaissance de l'ordre du jour, l'assemblée peut être tenue sans convocation ou publication préalable.

Art. 11. Actionnaire unique.

11.1. Lorsque le nombre des actionnaires est réduit à un (1), l'actionnaire unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

11.2. Toute référence dans les Statuts à l'Assemblée Générale doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet actionnaire unique.

11.3. Les résolutions de l'actionnaire unique sont consignées dans des procès-verbaux.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 12. Exercice social et approbation des comptes annuels.

12.1. L'exercice social commence le premier (1^{er}) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

12.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaire(s) envers la Société.

12.3. Un mois avant l'Assemblée Générale annuelle, le Conseil remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la Société aux commissaires, qui doivent ensuite faire un rapport contenant leurs propositions.

12.4. L'Assemblée Générale annuelle peut se tenir à l'étranger si, selon l'avis absolu et définitif du Conseil, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

12.5. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la Société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

12.6. Le solde est à la disposition de l'Assemblée Générale.

12.7. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 13. Commissaires / Réviseurs d'entreprises agréés.

13.1 Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaire(s) ou un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréés, quand cela est requis par la loi.

13.2 L'Assemblée Générale nomme les commissaires/réviseurs d'entreprises agréés et détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les commissaires/réviseurs d'entreprises agréés peuvent être réélus.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 14. Dissolution - Liquidation.

14.1. La Société pourra être dissoute par décision de l'Assemblée Générale.

14.2. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'Assemblée Générale, qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

VII. Dispositions générales

Art. 15.

15.1. Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les résolutions circulaires sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

15.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un administrateur conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

15.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition que les signatures électroniques remplissent l'ensemble des conditions légales requises pour pouvoir être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des résolutions circulaires ou des résolutions adoptées par téléphone ou visioconférence peuvent être apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

15.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu entre les actionnaires.

55431

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2013.

La première Assemblée Générale annuelle sera tenue en 2014.

Souscription et libération

Les Statuts ayant été ainsi arrêtés, la partie comparante, dûment représentée, déclare souscrire aux trente et un mille (31.000) actions d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

Toutes les trente et un mille (31.000) actions ont été intégralement libérées en numéraire de sorte que la somme de trente et un mille euros (EUR 31.000) est dès à présent à disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille trois cents euros (EUR 1.300).

Résolutions de l'actionnaire unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'actionnaire unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a adopté les résolutions suivantes:

1. Monsieur Pavel Nazariyan, né le 30 juillet 1972 en Russie, résidant professionnellement au 3, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, est nommé en qualité d'administrateur unique de la Société pour une période qui expirera lors de l'Assemblée Générale annuelle de 2014;

2. PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, une société régie par les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, et enregistré au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65.477, est nommée comme commissaire de la Société pour une période qui expirera lors de l'Assemblée Générale annuelle de 2014;

3. Le siège social de la Société est établi au 3, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. Stolz-Page, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 19 mars 2013, REM/2013/489. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 20 mars 2013.

Référence de publication: 2013038083/484.

(130046795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2013.

**Cove Entreprise Générale de Construction S. à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Coveco Constructions S.à r.l.).**

Siège social: L-4744 Pétange, 91, rue Jean-Pierre Kirchen.
R.C.S. Luxembourg B 166.167.

L'an deux mille treize. Le douze février.

Pardevant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

ONT COMPARU

1.- Monsieur Pierre STAUDRE, conducteur de travaux, né à Metz (France) le 13 juillet 1978, demeurant à F-57935 Luttange, 4, Chemin de Mancy

2.- Monsieur Patrice VERARD, conducteur de travaux, né à Annemasse (France) le 19 décembre 1972, demeurant à F-54960 Mercy-Le-Bas, 73, route Nationale.

Lesquels comparants déclarent être les seuls associés de la société à responsabilité limitée COVECO CONSTRUCTIONS S.à r.l., avec siège social à L-4876 Lamadelaine, 91, route de Luxembourg

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B numéro 166.167
constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 05 décembre 2011, publié au Mémorial C numéro 488 du 24 février 2012,

dont les statuts ont été modifiés aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant en date du 08 novembre 2012, publié au Mémorial C, numéro 67 du 11 janvier 2013

dont le capital social de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500,-), représenté par CENT (100) PARTS SOCIALES d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (€ 125,-) chacune, est réparti comme suit:

1.- Monsieur Pierre STAUDRE, prénommé QUARANTE-NEUF PARTS SOCIALES	49
2.- Monsieur Patrice VERARD, prénommé CINQUANTE-ET-UNE PARTS SOCIALES	51
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES	100

Les comparants prient le notaire instrumentant de documenter ce qui suit:

La dénomination de la société est modifiée en Cove Entreprise Générale de Construction S. à r.l., de sorte que l'article premier (1^{er}) des statuts a dorénavant la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de:
Cove Entreprise Générale de Construction S. à r.l.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donné aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Staudre, Verard, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 14 février 2013. Relation: EAC/2013/2154. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santoni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2013038596/39.

(130047271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2013.

DD Turkey Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.012.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 172.442.

In the year two thousand and thirteen, on the thirteenth day of the month of March.

Before Maître Léonie Grethen, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

Dutchdelta Finance S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 17, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg (the "RCS") under number B 99077, represented by Mr Paul de Haan, companies manager, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 11 March 2013 (such proxy, after being signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary shall be submitted to the registration formalities together with the present deed), being the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of DD Turkey Holdings S.à r.l (the "Company"), a société à responsabilité limitée, having its registered office at 17, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the RCS under number B 172442 and incorporated by deed of Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, on 23 October 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), number 2910 of 30 November 2012.

The appearing party declared and requested the notary to record that:

1. The Sole Shareholder holds all five hundred (500) shares in issue in the Company so that decisions can validly be taken on all items of the agenda.

2. The items on which resolutions are to be passed were as follows:

Agenda

A. Increase of the issued share capital of the Company from twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) to fifty million twelve thousand and five hundred Euro (EUR 50,012,500.-) by the issue of two million (2,000,000) new shares of a nominal value of twenty five Euro (EUR 25.-) each (the "New Shares").

B. Subscription by Dutchdelta Finance S.à r.l. and payment of the New Shares to be issued, through a payment in cash of an aggregate amount of fifty million Euro (EUR 50,000,000.-); allocation of the amount of fifty million Euro (EUR 50,000,000.-) to the issued share capital of the Company.

C. Consequential amendment of article 5 of the articles of incorporation.

The decisions taken by the Sole Shareholder are as follows:

First resolution

It is resolved to increase the issued share capital of the Company from twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) to fifty million twelve thousand and five hundred Euro (EUR 50,012,500.-) by the issue of two million (2,000,000) new shares of a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each (the "New Shares") for an aggregate subscription price of fifty million Euro (EUR 50,000,000.-), to be subscribed for by the Sole Shareholder.

Second resolution

The New Shares referred to above have been subscribed by the Sole Shareholder and paid up in full through a payment in cash of an aggregate amount of fifty million Euro (EUR 50,000,000.-) the total amount of which was allocated to the issued share capital of the Company. Evidence of the payment of the subscription price was given to the undersigned notary.

Third resolution

As a result of the preceding increase of share capital, it is resolved to amend article 5 of the articles of incorporation so as to read as follows:

" **Art. 5.** The capital of the Company is fixed at fifty million twelve thousand and five hundred Euro (EUR 50,012,500.-) divided into two million five hundred (2,000,500) shares with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each."

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its increase of share capital are estimated at six thousand six hundred Euro (EUR 6,600.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the appearing party, this deed was drawn in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and the French version, the English version shall prevail.

Done in Luxembourg on the day before mentioned.

After reading these minutes the appearing party signed together with the undersigned notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède:

L'an deux mille treize, le treizième jour du mois de mars.

Par-devant Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Dutchdelta Finance S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 17, Boulevard Prince Henri, L-1724, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg (le "RCS") sous le numéro B 99077, représentée par M. Paul de Haan, gérant de sociétés, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 11 mars 2013 (laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le détenteur et le notaire instrumentant, sera soumise aux formalités de l'enregistrement ensemble avec le présent acte), étant l'associé unique (l'"Associé Unique") de DD Turkey Holdings S.à r.l. (la "Société"), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 17, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au RCS sous le numéro B 172442 et constituée suivant acte reçu par Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, le 23 octobre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial"), numéro 2910 du 30 novembre 2012.

Le comparant déclare et prie le notaire d'acter que:

1. L'Associé Unique détient toutes les cinq cents (500) parts sociales émises par la Société de sorte que des décisions peuvent être valablement prises sur tous les points portés à l'ordre du jour.

2. Les points sur lesquels les résolutions doivent être prises étaient les suivants:

Agenda

A. Augmentation du capital social émis de la Société de douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) à cinquante millions douze mille cinq cents Euros (50.012.500,- EUR) par l'émission de deux millions (2.000.000) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (25,- EUR) chacune (les "Nouvelles Parts Sociales").

B. Souscription par Dutchdelta Finance S.à r.l. et libération des Nouvelles Parts Sociales à émettre, par paiement en espèces d'un montant total de cinquante millions d'Euros (50.000.000,- EUR); allocation d'un montant de cinquante millions d'Euros (50.000.000,- EUR) au capital social émis de la Société.

C. Modification consécutive de l'article 5 des statuts.

Les décisions prises par l'Associé Unique sont les suivantes:

Première résolution

Il est décidé d'augmenter le capital social émis de la Société de douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) à cinquante millions douze mille cinq cents Euros (50.012.500,- EUR) par l'émission de deux millions (2.000.000) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (25,- EUR) chacune (les "Nouvelles Parts Sociales") d'un montant total de cinquante millions d'Euros (50.000.000,- EUR), devant être souscrites par l'Associé Unique.

Deuxième résolution

Les Nouvelles Parts Sociales auxquelles il est fait référence ci-dessus ont été souscrites par l'Associé Unique et entièrement libérées par paiement en espèces d'un montant total de cinquante millions d'Euros (50.000.000,- EUR), le montant total ayant été alloué au capital social émis de la Société. Preuve du paiement du prix de souscription a été donnée au notaire instrumentant.

Troisième résolution

En conséquence de l'augmentation précitée du capital social, il est décidé de modifier l'article 5 des statuts comme suit:

" **Art. 5.** Le capital de la Société est fixé à cinquante millions douze mille cinq cents Euros (50.012.500,- EUR), divisé en deux millions cinq cents (2.000.500) parts sociales, ayant une valeur nominale de vingt-cinq Euros (25,- EUR) chacune."

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge, en raison des présentes sont évalués à six mille six cents Euros (EUR 6.600,-).

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture des présentes le comparant a signé ensemble avec le notaire soussigné.

Signé: de Haan, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 13 mars 2013. Relation: LAC/2013/11732. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mars 2013.

Référence de publication: 2013038606/113.

(130047426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2013.

Eco House Concept S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5634 Mondorf-les-Bains, 5, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 176.046.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausenddreizehn, am zwanzigsten März.

Vor dem unterzeichneten Notar Blanche MOUTRIER, mit dem Amtssitz in Esch/Alzette (Großherzogtum Luxemburg).

Sind erschienen:

1. Herr Alexandre PRIOR, geboren zu Luxemburg am 27. Januar 1966, wohnhaft in L-5671 Altwies, 17, route de Filsdorf, und

2. Herr Alexandre PRIOR, geboren zu Luxemburg am 29. März 1991, wohnhaft in L-5555 Remich, 4, place du Marche.

Welche Komparenten den amtierenden Notar ersuchen die Satzung einer zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung zu beurkunden wie folgt:

Art. 1. Hiermit wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet, welche der gegenwärtigen Satzung sowie den jeweiligen Gesetzesbestimmungen unterliegt.

Art. 2. Gegenstand der Gesellschaft sind Dienstleistungen im Bereich der Koordination von Baustellen und Handwerkern im Bereich von Renovierungen von Immobilien.

Die Gesellschaft kann im übrigen alle kaufmännischen Handlungen in Bezug auf bewegliche und unbewegliche Güter vollziehen, welche mit dem Gegenstand der Gesellschaft mittelbar und unmittelbar zusammenhängen, für die Verwirkli-

chung des Gegenstandes der Gesellschaft notwendig oder auch nur nützlich sind oder welche die Entwicklung der Gesellschaft erleichtern können.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Der Name der Gesellschaft ist „ECO HOUSE CONCEPT S.à r.l.“.

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Bad Mondorf.

Er kann an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden durch Kollektivbeschluss der Gesellschafter.

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendsechshundert Euro (12.600,- EUR), aufgeteilt in einhundertsechszwanzig (126) Anteile von jeweils einhundert Euro (100,- EUR).

Art. 7. Das Kapital kann zu jedem Zeitpunkt erhöht oder herabgesetzt werden sowie dies in Artikel 199 des Gesellschaftsrechts festgelegt ist.

Art. 8. Jeder Gesellschaftsanteil berechtigt den Inhaber zu einem dementsprechenden Anteil am Gesellschaftsvermögen sowie am Gewinn.

Art. 9. Unter Gesellschaftern sind die Anteile frei abtretbar.

Die Abtretung von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden oder beim Tode eines Gesellschaftern an Nichtgesellschafter, bedarf der ausdrücklichen schriftlichen Genehmigung aller übrigen Gesellschafter.

Die übrigen Gesellschafter besitzen in diesem Falle ein Vorkaufsrecht, welches binnen 30 Tagen ausgeübt werden muss.

Bei der Ausübung dieses Vorkaufsrechtes wird der Wert der Anteile gemäß Abschnitt 5 und 6 von Artikel 189 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften festgelegt.

Art. 10. Die Gesellschaft erlischt weder durch den Tod noch durch Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschaftern.

Es ist den Erben und Gläubigern der Gesellschafter in jedem Falle untersagt, die Gesellschaftsgüter und Dokumente pfänden zu lassen oder irgendwelche Maßnahmen zu ergreifen, welche die Tätigkeit der Gesellschaft einschränken könnten.

Art. 11. Die Gesellschaft wird vertreten durch einen oder mehrere Geschäftsführer, welche nicht Gesellschafter sein müssen, und jeder Zeit durch die Generalversammlung der Gesellschafter, welche sie ernennt, abberufen werden können.

Art. 12. Die Geschäftsführer gehen durch die Ausübung ihres Mandates keine persönliche Verpflichtung ein.

Als Vertreter der Gesellschaft sind sie lediglich für die korrekte Ausübung ihres Mandates haftbar.

Art. 13. Jeder Gesellschafter kann an den Abstimmungen teilnehmen.

Sein Stimmrecht entspricht der Anzahl seiner Gesellschaftsanteile. Er kann sich auch durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen.

Art. 14. Beschlüsse sind rechtskräftig wenn sie von Gesellschaftern, welche mehr als die Hälfte der Anteile vertreten, akzeptiert werden.

Beschlüsse welche eine Satzungsänderung betreffen werden durch die Mehrheit der Gesellschafter gefasst, welche mindestens fünfundsechzig Prozent des Kapitals darstellen.

Im Falle, wo die Gesellschaft nur aus einem Gesellschafter besteht, werden alle Befugnisse, welche laut Gesetz oder Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, durch den Einzelgesellschafter ausgeübt.

Entscheidungen welche auf Grund dieser Befugnisse durch den alleinigen Gesellschafter gefasst werden, müssen in ein Protokoll verzeichnet werden oder schriftlich festgehalten werden.

Desgleichen müssen Verträge zwischen dem alleinigen Gesellschafter und der Gesellschaft durch Letzteren vertreten in ein Protokoll eingetragen werden oder in Schriftform verfasst werden.

Diese Verfügung entfällt für laufende Geschäfte, welche unter normalen Bedingungen abgeschlossen wurden.

Art. 15. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 16. Jedes Jahr zum 31. Dezember wird die jährliche Bilanz erstellt.

Art. 17. Die Bilanz steht den Gesellschaftern am Gesellschaftssitz zur Verfügung.

Art. 18. Fünf Prozent des Reingewinns werden für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage verwendet bis diese Rücklage zehn Prozent des Gesellschaftskapitals darstellt.

Das Saldo steht den Gesellschaftern zur Verfügung.

Art. 19. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, wird die Abwicklung von einem Liquidator ausgeführt welcher kein Gesellschafter sein muss und der von den Gesellschaftern ernannt wird, welche seine Befugnisse und seine Entschädigung festlegen.

Art. 20. Für alle in diesen Statuten nicht vorgesehenen Punkten, berufen und beziehen sich die Gesellschafter auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915, und dessen Abänderungen, betreffend die Handelsgesellschaften.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2013.

Zeichnung und Einzahlung der Anteile

Die Anteile werden gezeichnet wie folgt:

1. Herr Alexandre PRIOR, vierundachtzig Anteile	84
2. Herr Alexandre PRIOR, zweiundvierzig Anteile	42
TOTAL: einhundertsechszwanzig Anteile	126

Alle Anteile wurden in bar eingezahlt, so dass die Summe von zwölftausendsechshundert Euro (12.600,- EUR) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was hiermit ausdrücklich von dem amtierenden Notar festgestellt wurde.

Gründungskosten

Der Betrag der Kosten, Ausgaben, Entgelte oder Belastungen jeder Art, die der Gesellschaft zufallen werden, beläuft sich auf ungefähr € 1.100,-.

Ausserordentliche Generalversammlung

Anschließend haben sich die Komplementen zu einer außerordentlichen Generalversammlung eingefunden, zu der sie sich als ordentlich einberufen erklären, und folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Gesellschaftssitz befindet sich in L-5634 Bad Mondorf, 5, route de Luxembourg.

2. Zum Geschäftsführer für eine unbestimmte Dauer wird ernannt

- Herr Alexandre PRIOR, geboren zu Luxemburg am 27. Januar 1966, wohnhaft in L-5671 Altwies, 17, route de Filsdorf, vorbenannt, welcher die Gesellschaft durch seine alleinige Unterschrift in allen Fällen verpflichten kann.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Esch/Alzette, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komplementen, namens handelnd wie hiavor erwähnt, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit Uns, dem Notar, unterschrieben.

Signé: PRIOR A., PRIOR A., Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 21/03/2013. Relation: EAC/2013/3854. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 22 mars 2013.

Référence de publication: 2013038641/103.

(130047691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2013.

Elikonos JEREMIE GP, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 170.705.

L'an deux mille treize, le premier mars,

par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société à responsabilité limitée Elikonos JEREMIE GP S.à r.l. (ci-après la «Société»), ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 170.705, constituée suivant acte notarié en date du 3 août 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2039 du 17 août 2012.

L'assemblée est ouverte à 16.07 heures sous la présidence de Madame Monica Morsch, avec adresse professionnelle à L-1748 Luxembourg-Findel, 7, rue Lou Hemmer,

qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Rebecca Ballmann, avec adresse professionnelle à L-1748 Luxembourg-Findel, 7, rue Lou Hemmer.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Philippe Bintner, avec adresse professionnelle à L-1748 Luxembourg-Findel, 7, rue Lou Hemmer.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. - Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la Société de L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann vers L-1748 Luxembourg-Findel, 7, rue Lou Hemmer, avec effet au 18 février 2013;

2. Modification subséquente du 1^{er} alinéa de l'article 2. des statuts de la Société;

3. Divers.

II. - Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III. - Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. - Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la Société de L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann vers L-1748 Luxembourg-Findel, 7, rue Lou Hemmer, avec effet au 18 février 2013.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier, dans les versions anglaise et française, le 1^{er} alinéa de l'article 2 des statuts de la Société pour lui donner désormais la teneur suivante:

Version anglaise:

" 2. The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality of Niederanven (or elsewhere in the Grand Duchy of Luxembourg if and to the extent permitted under the Luxembourg act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act)) by a resolution of the board of managers of the Company."

Version française:

« 2. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Niederanven (ou ailleurs au sein du Grand-Duché de Luxembourg si et dans la mesure permise par la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi sur les Sociétés)) par une résolution du conseil de gérance de la Société.»

Plus rien étant à l'ordre du jour, et personne ne demandant la parole, la séance est levée à heures.

DONT ACTE, fait et passé au siège social de la Société, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Morsch, R. Ballmann, P. Bintner, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 12 mars 2013, REM/2013/438. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 22 mars 2013.

Référence de publication: 2013038620/64.

(130047644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2013.

Elikonos JEREMIE S.C.A. SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 170.813.

—
L'an deux mille treize, le premier mars,

par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, grand-Duché de Luxembourg, s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société en commandite par actions Elikonos JEREMIE S.C.A. SICAR (ci-après la «Société»), ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 170.813, constituée suivant acte notarié en date du 3 août 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2038 du 17 août 2012.

L'assemblée est ouverte à 16.25 heures sous la présidence de Madame Monica Morsch, avec adresse professionnelle à L-1748 Luxembourg-Findel, 7, rue Lou Hemmer,

qui désigne comme secrétaire Madame Rebecca Ballmann, avec adresse professionnelle à L-1748 Luxembourg-Findel, 7, rue Lou Hemmer.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Philippe Bintner, avec adresse professionnelle à L-1748 Luxembourg-Findel, 7, rue Lou Hemmer.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la Société de L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann vers L-1748 Luxembourg-Findel, 7, rue Lou Hemmer, avec effet au 18 février 2013;
2. Modification subséquente de l'article 3.1 des statuts de la Société;
3. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que la présente assemblée a été convoquée en date du 6 février 2013.

IV.- Que sur 263.791 actions en circulation, 227.644 actions sont dûment représentées à la présente assemblée qui est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la Société de L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann vers L-1748 Luxembourg-Findel, 7, rue Lou Hemmer, avec effet au 18 février 2013.

Deuxième résolution:

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier, dans les versions anglaise et française, l'article 3.1 des statuts de la Société pour lui donner désormais la teneur suivante:

Version anglaise:

" **3.1.** The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg. The General Partner (as defined below) is authorized to change the address of the Company inside the municipality of the statutory registered office."

Version française:

« **3.1.** Le siège social de la Société est établi dans la commune de Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg. Le Gérant (tel que défini ci-dessous) est autorisé à changer l'adresse de la Société à l'intérieur de la commune du siège social statuaire.»

Plus rien étant à l'ordre du jour, et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 16.30 heures.

DONT ACTE, fait et passé au siège social de la Société, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Morsch, R. Ballmann, P. Bintner, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 12 mars 2013, REM/2013/443. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 22 mars 2013.

Référence de publication: 2013038622/62.

(130047746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2013.

Groupe J.M. Restauration et Catering S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3275 Bettembourg, 8, rue James-Hilliard Polk.

R.C.S. Luxembourg B 150.865.

L'an deux mille treize.

Le vingt février.

Pardevant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

A COMPARU

Monsieur Domenico PULLI, indépendant, né à Esch/Alzette le 19 mars 1958, demeurant à L-4169 Esch/Alzette, 1A, rue Aloyse Kayser

Lequel comparant déclare être suite à une cession de parts sociales tenue sous seing privé, dont un extrait a été publié au Mémorial C, numéro 162 8 du 11 août 2010, le seul associé de la société à responsabilité limitée GROUPE J.M. Restauration et Catering S.à r.l., avec siège social à L-4221 Esch/Alzette, 145, rue de Luxembourg inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 150.865

constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Aloyse BIEL, alors notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 11 janvier 2010, publié au Mémorial C numéro 423 en date du 26 février 2010,

dont le capital social est de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500,-) représenté par CENT (100) PARTS SOCIALES avec une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (125,- €) chacune.

Le comparant prie le notaire instrumentant de documenter ce qui suit:

Le siège social est transféré de son adresse actuelle L-4221 Esch/Alzette, 145, rue de Luxembourg à L-3275 Bettembourg, 8, rue James-Hilliard Polk

Suite à cette décision la première phrase de l'article deux (2) des statuts a dorénavant la teneur suivante:

Art. 2. 1^{ère} phrase. "Le siège social de la société est établi à Bettembourg."

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donné au comparant, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Pulli, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 22 février 2013. Relation: EAC/2013/2445. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013038713/33.

(130047647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2013.

Aztec Financial Services (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 131.192.

L'an deux mille treize, le premier mars,

par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Aztec Group Limited (ci-après l'"Associé Unique"),

ici représentée par Madame Monica Morsch, avec adresse professionnelle à L-1748 Luxembourg-Findel, 7 rue Lou Hemmer,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Munsbach, le 14 février 2013.

La procuration signée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante est l'associée unique de Aztec Financial Services (Luxembourg) S.A. (ci-après la "Société"), une société anonyme, ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann, inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 131.192, constituée suivant acte notarié en date du 7 août 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association, numéro 2223 du 6 octobre 2007.

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le acte notarié en date du 1^{er} décembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 321 du 12 février 2010.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social de la Société, a ensuite requis le notaire soussigné de prendre acte de ses résolutions comme suit:

Première résolution:

L'Associé Unique décide de transférer le siège social de la Société de L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann vers L-1748 Luxembourg-Findel, 7, rue Lou Hemmer, avec effet 18 février 2013.

Deuxième résolution:

Suite à la résolution qui précède, l'Associé Unique décide de modifier, dans ses versions anglaise et française, le 1^{er} alinéa de l'article 2 des statuts de la Société pour lui donner désormais la teneur suivante:

Version anglaise:

"The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality of Niederanven by a resolution of the board of directors of the Company (the Board)."

Version française:

"Le siège social de la Société est établi dans la commune de Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Niederanven par simple décision du conseil d'administration de la Société (ci-après, le Conseil d'Administration)."

Dont acte, fait et passé au siège social de la Société, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Morsch, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 12 mars 2013, REM/2013/441. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 22 mars 2013.

Référence de publication: 2013038482/46.

(130047672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2013.

August Lux Holding Company, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 16.375,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 167.704.

Il résulte des résolutions de l'Actionnaire unique de la société les décisions suivantes:

1. Démission du gérant de catégorie A suivant en date du 27 novembre 2012:

M. Thomas S. Soules, gérant de catégorie A, employé privé, demeurant professionnellement à 70, West Madison, Three First National Plaza, 60602, Chicago, Illinois, Etats-Unis d'Amérique.

2. Nomination des gérants de catégorie A suivants pour une durée indéterminée:

M. Steven Harold Lutz, gérant de catégorie A, employé privé, né à Cornwall, Etat de New York, Etats-Unis d'Amérique, le 22 juin 1958 et demeurant professionnellement au 9635 Maroon Circle, Suite 420, Englewood, CO 80112, Colorado, Etats Unis d'Amérique et ce, à partir du 20 septembre 2012.

M. Hugh Charvat, gérant de catégorie A, employé privé, né à Peoria, Etat d'Illinois, Etats-Unis d'Amérique, le 26 août 1965 et demeurant professionnellement au 1551 Wewatta Street, Denver, CO 80202, Colorado, Etats Unis d'Amérique et ce, à partir du 27 novembre 2012.

3. Nomination de gérant de la classe B suivant pour une durée indéterminée:

M. Cédric Bradfer, gérant de catégorie B, employé privé, né à Chambéry, France, le 2 août 1978 et demeurant professionnellement à 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg et ce, à partir du 20 septembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 3 avril 2013.

Référence de publication: 2013043473/24.

(130053568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2013.